

Chapitre 1

Programmes d'alimentation scolaire en 2024 : portée, couverture et tendances



Un garçon mange son repas scolaire en Ukraine.
PAM/Anastasiia Honcharuk

Ce premier chapitre, ainsi que les annexes II et III à la fin de la publication, donnent une vue générale de l'état actuel des programmes d'alimentation scolaire dans le monde, en s'appuyant sur des données provenant de 176 pays et États. L'annexe III présente des données détaillées par pays et par État, accompagnées de leurs sources.¹ Elle rend compte des progrès accomplis en vue d'atteindre l'objectif de la Coalition pour l'alimentation scolaire, à savoir offrir des repas scolaires nutritifs à tous les enfants. Les données et les idées contenues dans ce chapitre s'appuient sur la méthodologie et l'analyse utilisées dans les rapports *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020* et *2022* (WFP, 2020b, 2022) et visent à fournir aux lecteurs une évaluation actualisée des principaux indicateurs mondiaux relatifs aux repas scolaires, notamment la proportion d'élèves bénéficiant d'une alimentation scolaire, la portée des initiatives nationales et l'ampleur des investissements nationaux (internes) et internationaux.

Les données fournies ici représentent les informations les plus récentes sur les repas scolaires. Par rapport aux publications précédentes, elles contiennent davantage de données provenant de sources officielles et d'enquêtes et moins d'estimations.

Le rapport 2024 constitue une étape supplémentaire dans la compréhension de la trajectoire des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale, en s'appuyant sur les jeux de données collectés pour les rapports de 2020 et 2022. Une explication plus détaillée des méthodes de collecte et d'estimation des données est disponible à l'annexe II.

En 2013, le PAM publiait le tout premier rapport de cette série (WFP, 2013). Il marquait le tout premier effort véritablement mondial visant à documenter les programmes d'alimentation scolaire à l'échelle internationale. Ce rapport a servi de référence de base précieuse et unique. Toutefois, les méthodologies ont depuis évolué et gagné en rigueur. C'est pourquoi l'analyse principale de cette édition se concentre sur les évolutions observées depuis 2020.

¹ Les données relatives à au moins un indicateur clé des repas scolaires sont disponibles pour un total de 176 pays. Pour chaque indicateur spécifique, le total par pays variera.

Depuis la création de la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2021, les données indiquent une augmentation significative du nombre d'enfants couverts par les programmes d'alimentation scolaire à travers le monde. Les données actuelles montrent qu'environ 466 millions d'enfants aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire bénéficient désormais d'une alimentation scolaire, soit une hausse d'environ 48 millions par rapport aux 418 millions d'enfants recensés dans la publication 2022. L'augmentation enregistrée lors de la période précédente était de 30 millions, partant de 388 millions d'enfants en 2020. Cela représente une augmentation globale d'environ 20 % du nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires depuis le rapport 2020. Cette progression constante sur quatre ans — soit 78 millions d'enfants supplémentaires — témoigne d'une mobilisation réussie à grande échelle en faveur de l'expansion des programmes d'alimentation scolaire et de la priorité claire accordée par les gouvernements à la santé et au bien-être des enfants.

Il est important de noter qu'une partie de cette augmentation peut s'expliquer par une amélioration de la collecte de données et une couverture élargie à un plus grand nombre de pays ; de plus, même des variations mineures dans certains des plus grands programmes, tels que ceux de l'Inde, du Brésil et de la Chine, peuvent avoir une incidence sur les chiffres mondiaux.

Toutes les régions ont enregistré une augmentation du nombre d'enfants couverts par les repas scolaires ou ont maintenu un niveau de couverture stable. Les progrès les plus notables sont observés dans les pays à faible revenu, où les besoins sont les plus importants (avec une hausse de 60 % du nombre d'enfants couverts depuis le dernier rapport). Le continent africain, qui affiche la couverture la plus faible, a connu la plus forte montée en puissance des programmes (augmentation de 21,1 millions d'enfants, soit +32 % depuis le dernier rapport). D'autres régions bénéficiant d'une couverture plus étendue, notamment l'Amérique latine et les Caraïbes, où de nombreux pays ont atteint une couverture universelle ou quasi universelle, disposaient de marges de progression plus limitées. Dans ces pays, les études de cas et les données qualitatives suggèrent que l'accent est désormais mis sur l'amélioration de la qualité et de l'efficacité.

L'investissement mondial estimé dans l'alimentation scolaire est passé de 48 milliards de dollars américains en 2022 à 84 milliards de dollars en 2024. À l'échelle mondiale, 99 % du financement des programmes nationaux d'alimentation scolaire provient des budgets nationaux. Cela confirme une réalité persistante : les programmes d'alimentation scolaire sont majoritairement mis en œuvre et financés par les gouvernements nationaux.

Les dernières données disponibles indiquent une part relativement stable du financement national dans toutes les catégories de revenu, avec une légère baisse observée dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, passant de 91 à 80 %.

Une analyse complémentaire est nécessaire pour déterminer si cette baisse apparente résulte de lacunes dans les données ou traduit effectivement une réduction de l'espace budgétaire dans ces pays. Le soutien international aux programmes d'alimentation scolaire est passé de 364 millions de dollars américains en 2022 à 445 millions de dollars américains en 2024.

Les gouvernements continuent de manifester un fort intérêt pour l'alimentation scolaire, comme en témoigne le rythme d'adoption des politiques et des lois les encadrant. La proportion de pays à revenu intermédiaire inférieur et supérieur mettant en œuvre des politiques spécifiques en matière de repas scolaires tend à se rapprocher de celle des pays à revenu élevé. En revanche, les pays à faible revenu accusent toujours un retard en matière d'adoption de politiques et de cadres juridiques relatifs aux repas scolaires.

Le présent rapport a réévalué le nombre d'emplois directs générés par les programmes d'alimentation scolaire, une estimation globalement équivalente à celle du rapport de 2022. Selon les dernières données, ces programmes ont permis la création d'environ 2,25 millions d'emplois directs (cuisiniers) dans 76 pays, ce qui correspond à 1 591 cuisiniers pour 100 000 enfants bénéficiaires. Dans cette édition, le calcul des emplois directs porte uniquement sur les cuisiniers, en raison du nombre limité de pays rapportant des données sur d'autres catégories d'emplois directs. Sur la base de ces données les plus récentes, on estime à environ 7,4 millions le nombre total de cuisiniers nécessaires pour servir les 466 millions d'enfants bénéficiant de repas scolaires à l'échelle mondiale.

Les programmes d'alimentation scolaire sont rarement déployés sous forme d'interventions isolées. Ils sont plutôt les plateformes par le biais desquelles les activités complémentaires majeures en matière d'éducation, de nutrition et de santé sont menées. La proportion de programmes nationaux assurant des interventions complémentaires en 2022 et 2024 était de 80 % et 92 % respectivement. Ceci vient confirmer le fait qu'une majorité des pays utilisent une approche intégrée de la santé scolaire pour assurer la santé, la nutrition et le bien-être des enfants et des adolescents.

Pour la première fois depuis la création de la publication *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, ce rapport propose un instantané des données infranationales sur les repas scolaires à l'échelle municipale. Cette nouveauté reconnaît l'importance de la territorialisation et le rôle essentiel des municipalités dans la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire. Depuis sa création en 2023, l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » de la Coalition pour l'alimentation scolaire trace une voie nouvelle au niveau municipal. Le chapitre 2 présente un aperçu détaillé de cette initiative, le chapitre 3 revient sur les efforts de collecte de données, et le présent chapitre met en lumière des données clés issues des villes participantes. À terme, les données infranationales seront intégrées et mises en valeur dans la base de données de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Une cuisinière prépare les repas scolaires dans un camp de réfugiés au Tchad.
World Vision/Amy Van Drunen



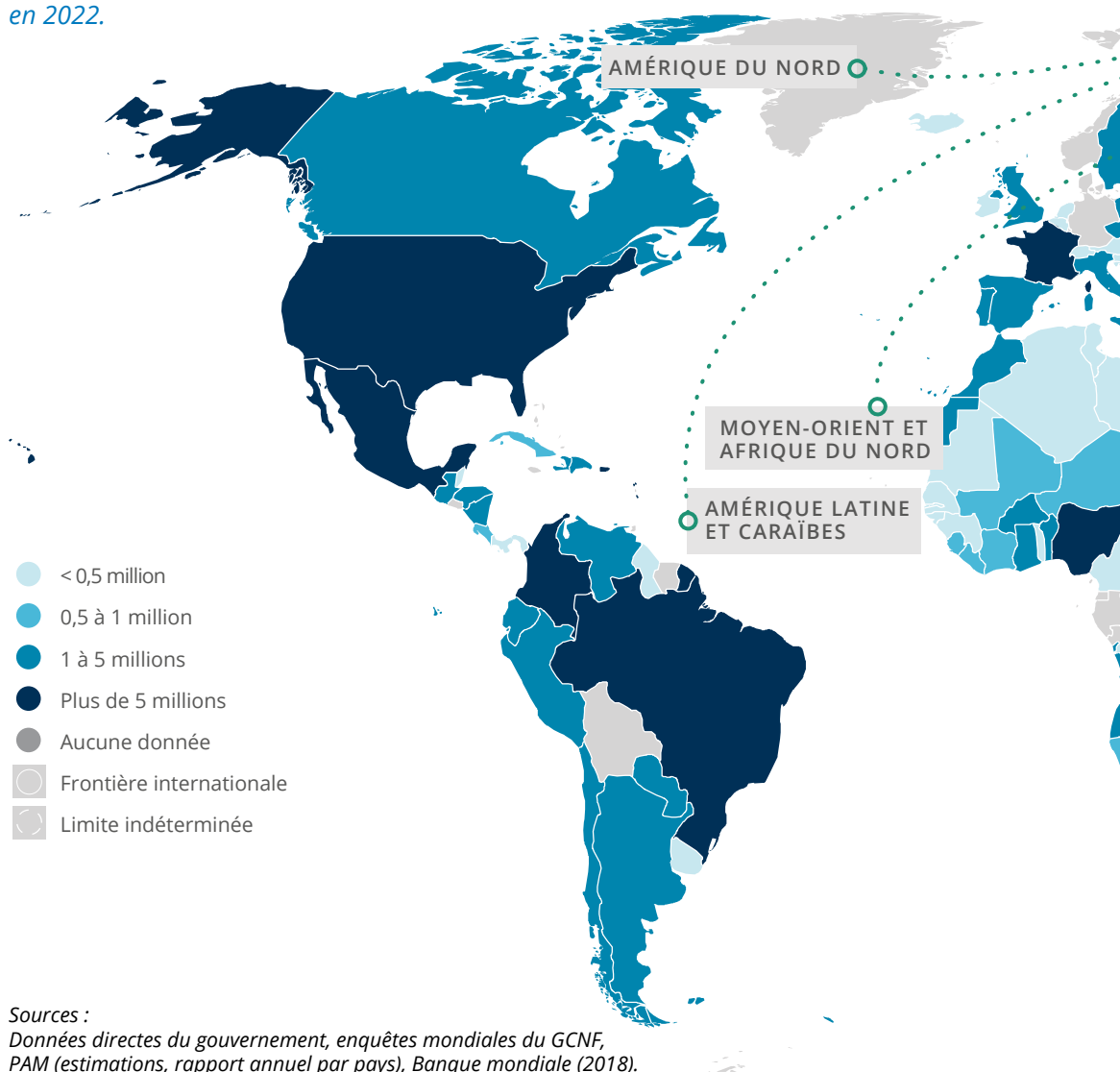
1.1 Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire

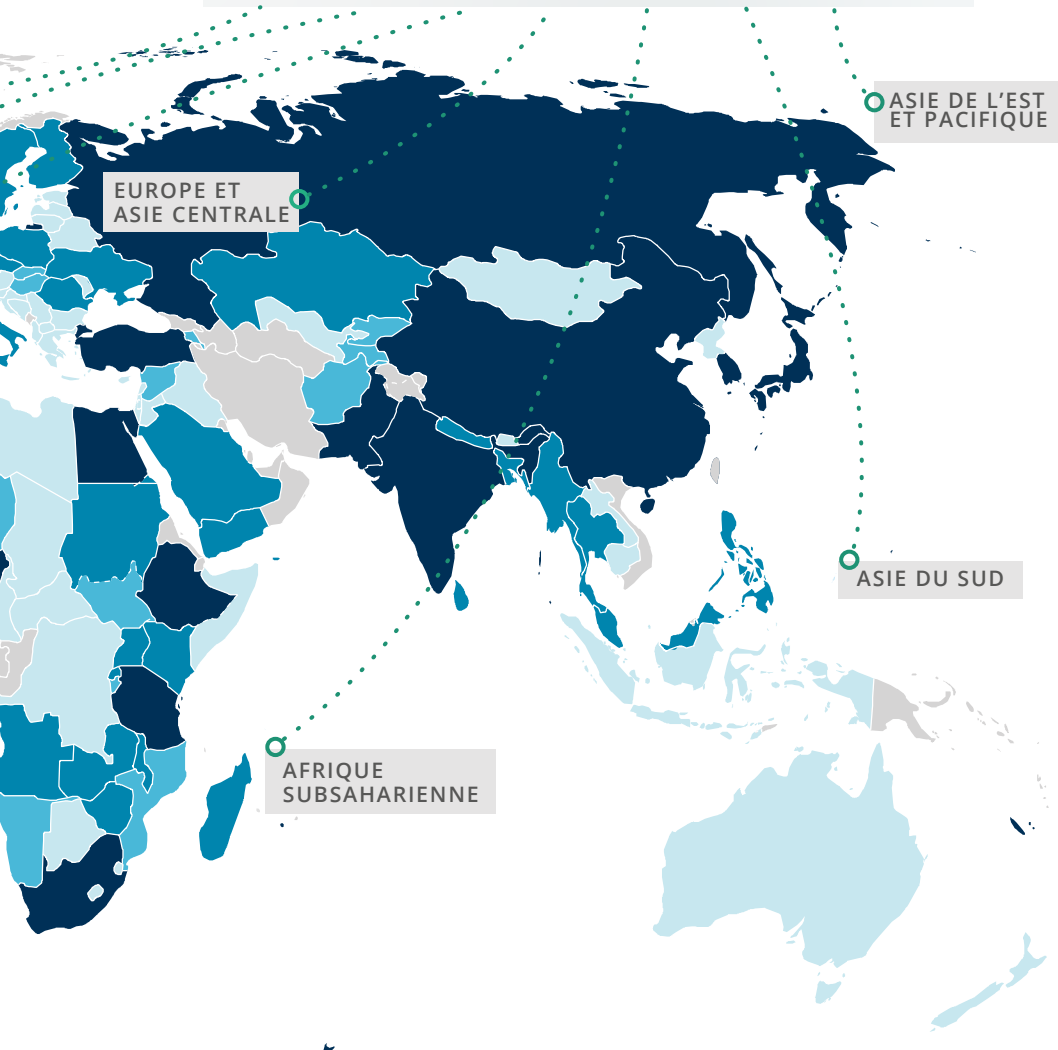
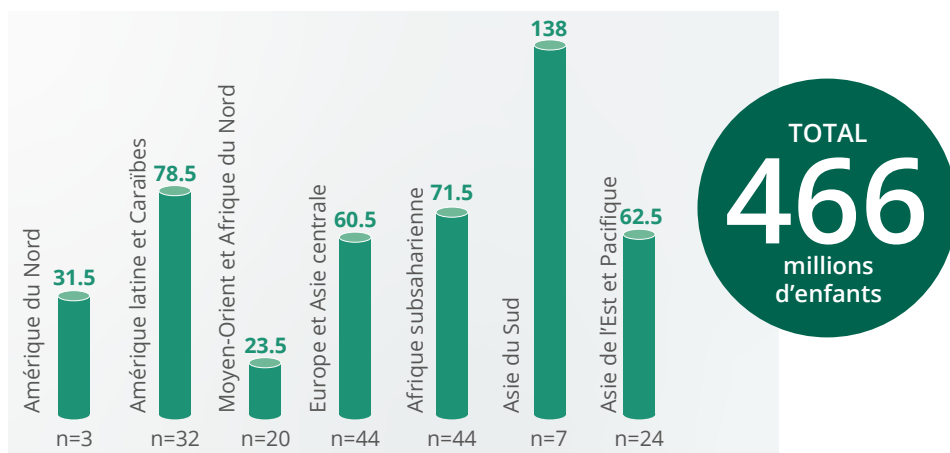
Les données mondiales les plus récentes indiquent qu'au moins 466 millions d'enfants d'âge préscolaire, primaire et secondaire bénéficient de repas scolaires, selon les informations disponibles pour 174 pays.

Carte 1.1

Nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire dans le monde (en millions)

Environ 466 millions d'enfants bénéficient d'une alimentation scolaire dans le monde, soit une augmentation de 48 millions par rapport aux 418 millions recensés en 2022.





Sources des données

Pour cette édition de *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, les données présentées proviennent de sources officielles accessibles au public, notamment des statistiques gouvernementales officielles, de la Banque mondiale, du PAM et de l'enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire menée par le Global Child Nutrition Forum (GCNF), à travers ses trois vagues (2024, 2021 et 2019),² financées par le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA).

Lorsqu'il existait plusieurs sources de données pour un même pays, les données les plus récentes ont été retenues (voir l'annexe III pour les années de référence). De même, les statistiques gouvernementales ont été privilégiées lorsqu'elles étaient disponibles. Sur les 176 pays inclus dans le présent rapport, 48 pays ne disposaient ni de données gouvernementales officielles ni de données issues de la dernière enquête du GCNF. Pour combler ces lacunes, un ensemble d'autres sources a été mobilisé, notamment des enquêtes précédentes du GCNF, des données de la Banque mondiale publiées dans des rapports antérieurs, les rapports annuels pays du PAM, des estimations du PAM fondées sur des données fournies par les gouvernements et leurs partenaires, ainsi que des estimations élaborées à l'aide d'une méthodologie reposant sur les moyennes mondiales par niveau de revenu.

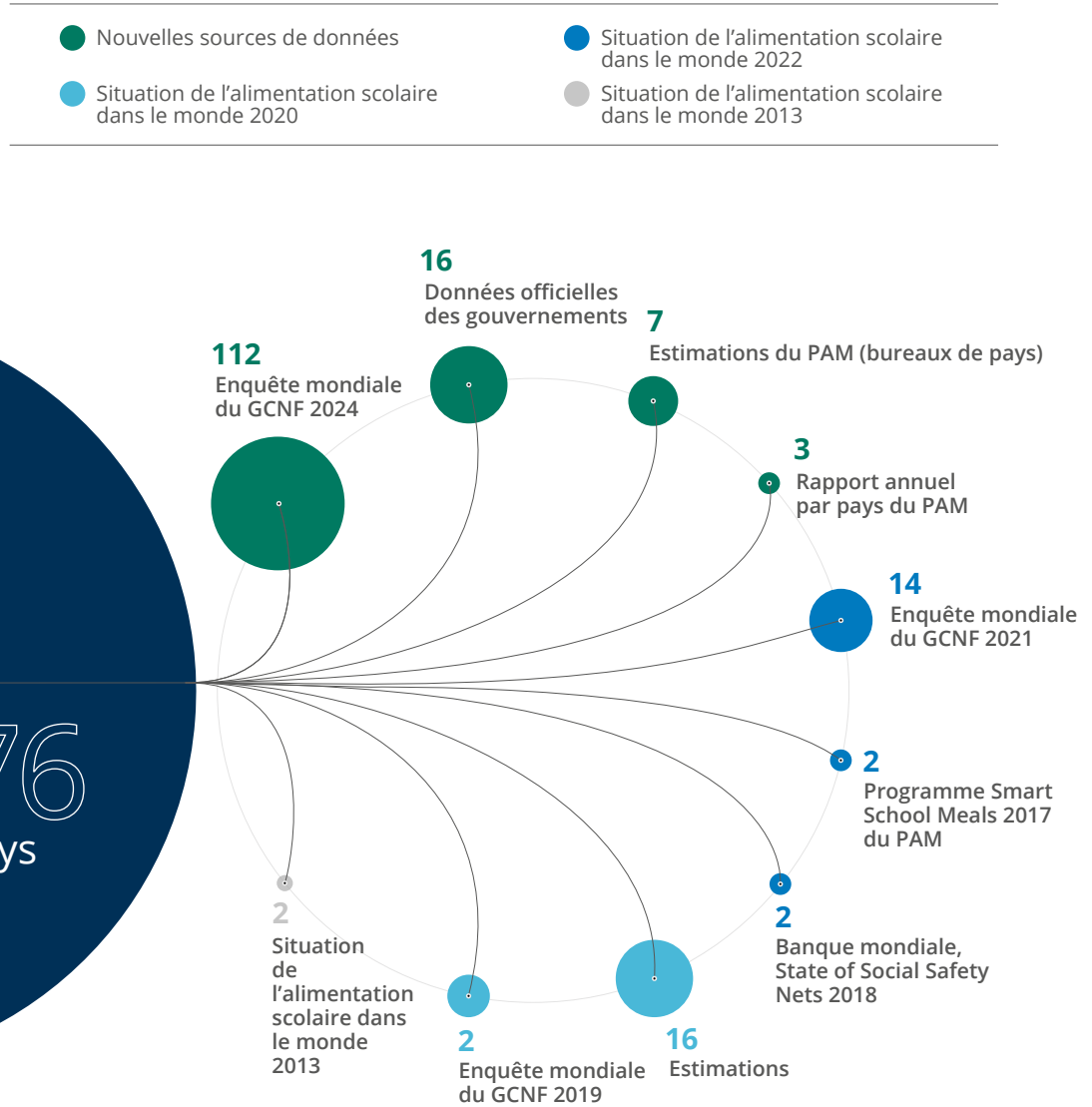
Dans l'ensemble, l'analyse de 2024 repose sur un échantillon de 176 pays. Par rapport à l'échantillon de 2022, elle s'appuie moins sur des données estimées. Le nombre de pays pour lesquels il a fallu recourir à une méthode d'estimation est passé de 73 en 2020 à 30 en 2022 et à 23 en 2024. Sur les 23 estimations restantes, 16 ont été conservées de l'édition 2020, tandis que pour sept pays, il a été possible de générer de nouvelles estimations à partir des données disponibles provenant des bureaux nationaux du PAM et des organisations partenaires. La méthodologie détaillée est décrite à l'annexe II.

² De plus amples informations sur l'enquête sont disponibles sur le site web de la [Global Child Nutrition Foundation | GCNF](#).

Figure 1.1

Répartition des pays par source de données

Environ 10 % des données proviennent des statistiques gouvernementales et environ 73 % de la dernière enquête mondiale du GCNF.



Source : Compilé par les auteurs à partir de données gouvernementales directes, d'enquêtes mondiales du GCNF, d'estimations du PAM, de rapports annuels par pays et de données de la Banque mondiale pour 2018.

Nombre d'enfants bénéficiant d'alimentation scolaire

Les données les plus récentes compilées dans le présent rapport indiquent qu'environ 466 millions d'enfants bénéficient d'une alimentation scolaire dans le monde (voir Carte 1.1). Cela représente une augmentation de 48 millions d'enfants (soit environ 12 %) par rapport aux 418 millions recensés dans l'édition 2022 de ce rapport (WFP, 2022). Depuis la création de la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2021, il s'agit d'une progression remarquable de plus de 78 millions d'enfants supplémentaires bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale, soulignant ainsi l'élan mondial en faveur de ces programmes.

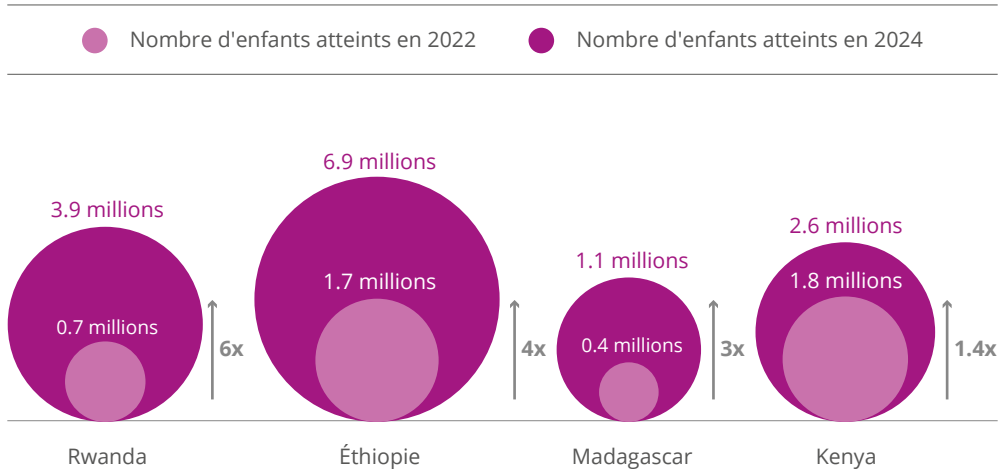
Plusieurs facteurs expliquent cette augmentation du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire. Une analyse plus approfondie des données permet d'identifier les tendances suivantes :

- Sur les 48 millions d'enfants supplémentaires bénéficiaires de l'alimentation scolaire, environ 20 millions se trouvent en Afrique. Cela résulte d'importants efforts de montée en puissance de la part de nombreux pays du continent (la figure 1.2 présente des exemples d'initiatives dans les pays de l'Union africaine).
- Environ 32 millions d'enfants supplémentaires bénéficient de l'alimentation scolaire dans des pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire, conformément aux engagements nationaux pris lors de leur adhésion.
- Certaines variations s'expliquent par l'évolution du nombre d'enfants couverts dans des pays à forte population, tels que le Brésil, l'Afrique du Sud et la Chine. Les données du Brésil et de l'Afrique du Sud sont comparables à celles de l'édition 2022. Si le Brésil continue d'assurer une couverture universelle des enfants scolarisés dans les écoles publiques, la baisse observée s'inscrit dans une variation normale. En Chine, la baisse du nombre d'enfants couverts par les programmes d'alimentation scolaire se poursuit (comme au cours de la période précédente), passant de 40 millions en 2020, à 37 millions en 2022, puis à 34,5 millions en 2024. Les données pour la Chine concernent spécifiquement un programme ciblant les enfants pauvres et vulnérables en zone rurale, et cette diminution reflète l'urbanisation croissante ainsi que la sortie des ménages des programmes de lutte contre la pauvreté.
- Les réductions de couverture dans certains pays sont dues à la fin des programmes temporaires mis en place en complément dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19. Le Chili en est un exemple ; des recherches complémentaires sont nécessaires pour comprendre les variations liées à cette réponse.

Figure 1.2

Croissance du nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire dans certains pays de l'Union africaine

Les pays de l'Union africaine ont considérablement accru leur offre de repas scolaires, représentant 20 millions des 48 millions d'enfants supplémentaires bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire dans le monde depuis 2022.



Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF (2021 et 2024).



Des filles dans une salle de classe en Haïti.
PAM/Maria Gallar

Évolution du nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires depuis 2022

Les figures 1.3 et 1.4 examinent l'évolution de l'ampleur des programmes d'alimentation scolaire entre 2022 et 2024, par région et par niveau de revenu. La comparaison n'inclut pas la Corée du Sud, car les données ne sont disponibles que pour 2024 ; l'Inde et la Chine sont exclues de l'analyse en raison de la taille de leur population. Par ailleurs, le Venezuela, faute de données récentes, n'a plus de classification de revenu par la Banque mondiale et est donc également exclu de l'analyse par niveau de revenu (voir annexe II).

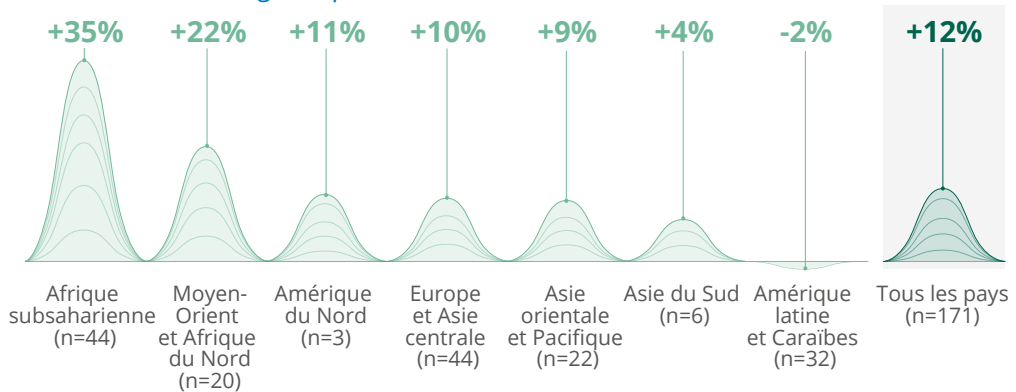
Les données les plus récentes indiquent que le nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires dans le monde a augmenté d'environ 12 % depuis 2022, mais cette tendance n'est pas homogène selon les régions et les groupes de revenu. Les pays à faible revenu, où les besoins sont les plus grands, ont enregistré une augmentation significative – près de 60 % – du nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires. Ce constat est d'autant plus remarquable que ces pays sont confrontés à des contraintes budgétaires importantes.

La région Amérique latine et Caraïbes a connu une légère baisse du nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires, principalement en raison des variations normales du nombre d'enfants couverts dans quelques grands pays de la région. Cette évolution doit donc être interprétée comme une « stabilité » par rapport à la période précédente. La région, qui affiche une couverture élevée en matière de programmes d'alimentation scolaire, a su maintenir cet acquis et poursuivre ses investissements dans ce filet de protection sociale essentiel, malgré les difficultés et la réduction de l'espace budgétaire. Une explication similaire peut être donnée à la légère variation observée dans les chiffres des pays à revenu intermédiaire supérieur.

Figure 1.3

Évolution du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire par région entre 2022 et 2024

Entre 2022 et 2024, le nombre d'enfants recevant des repas scolaires dans le monde a augmenté de 12 %. La plus forte progression est observée en Afrique subsaharienne, atteignant près de 35 %.³

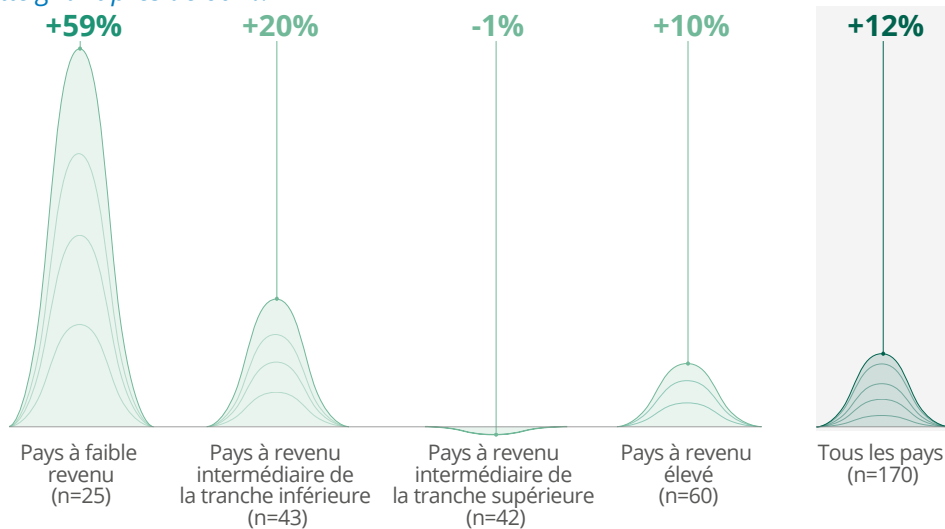


Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF, PAM (estimations, rapport annuel par pays), Banque mondiale (2018).

Figure 1.4

Évolution du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire par niveau de revenu entre 2022 et 2024

Entre 2022 et 2024, le nombre d'enfants recevant des repas scolaires dans le monde a augmenté de 12 %. La plus forte augmentation concerne les pays à faible revenu, atteignant près de 60 %.⁴



Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF, PAM (estimations, rapport annuel par pays), Banque mondiale (2018).

³ L'Inde et la Chine sont exclues de l'analyse.


⁴ L'Inde et la Chine sont exclues de l'analyse. Le Venezuela ne dispose pas de classification des revenus.

1.2 Couverture des programmes d'alimentation scolaire

Comme dans l'édition 2022 de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, la couverture est définie dans le présent rapport comme la proportion d'enfants scolarisés bénéficiant d'un programme d'alimentation scolaire. Si les données sur les repas scolaires présentées à la section 1.1 couvrent les enseignements préscolaire, primaire et secondaire, l'analyse des données sur la couverture est limitée aux enfants scolarisés dans le primaire, en raison de la disponibilité moindre de données cohérentes pour les deux deux niveaux scolaires.

Afin d'améliorer la qualité des estimations de couverture depuis le rapport de 2022, les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO sont utilisées pour le dénominateur (nombre d'enfants inscrits à l'école primaire – voir figure 1.5). Cela est conforme à la méthodologie proposée pour l'indicateur de l'Objectif de développement durable (ODD) 4 (voir encadré 1.1). Le changement méthodologique introduit dans le rapport de 2022 et la précision accrue ont eu pour effet de réduire la couverture apparente dans toutes les estimations par rapport à la publication de 2020. Les estimations de ce rapport utilisent la même méthodologie que celle du rapport de 2022, avec un plafond de couverture fixé à 100 % comme limite supérieure.⁵

⁵ Les estimations de la couverture ne sont calculées que pour les pays où le nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires (numérateur) et le nombre total d'inscriptions dans l'enseignement primaire (dénominateur) sont disponibles. Lorsque les données sur les inscriptions pour la même année de référence n'étaient pas disponibles, les estimations ont été calculées à partir des chiffres d'inscription de l'année précédant la période de référence des données sur les repas scolaires. Les pays pour lesquels cet ajustement a été appliqué sont signalés par un astérisque dans l'annexe III.

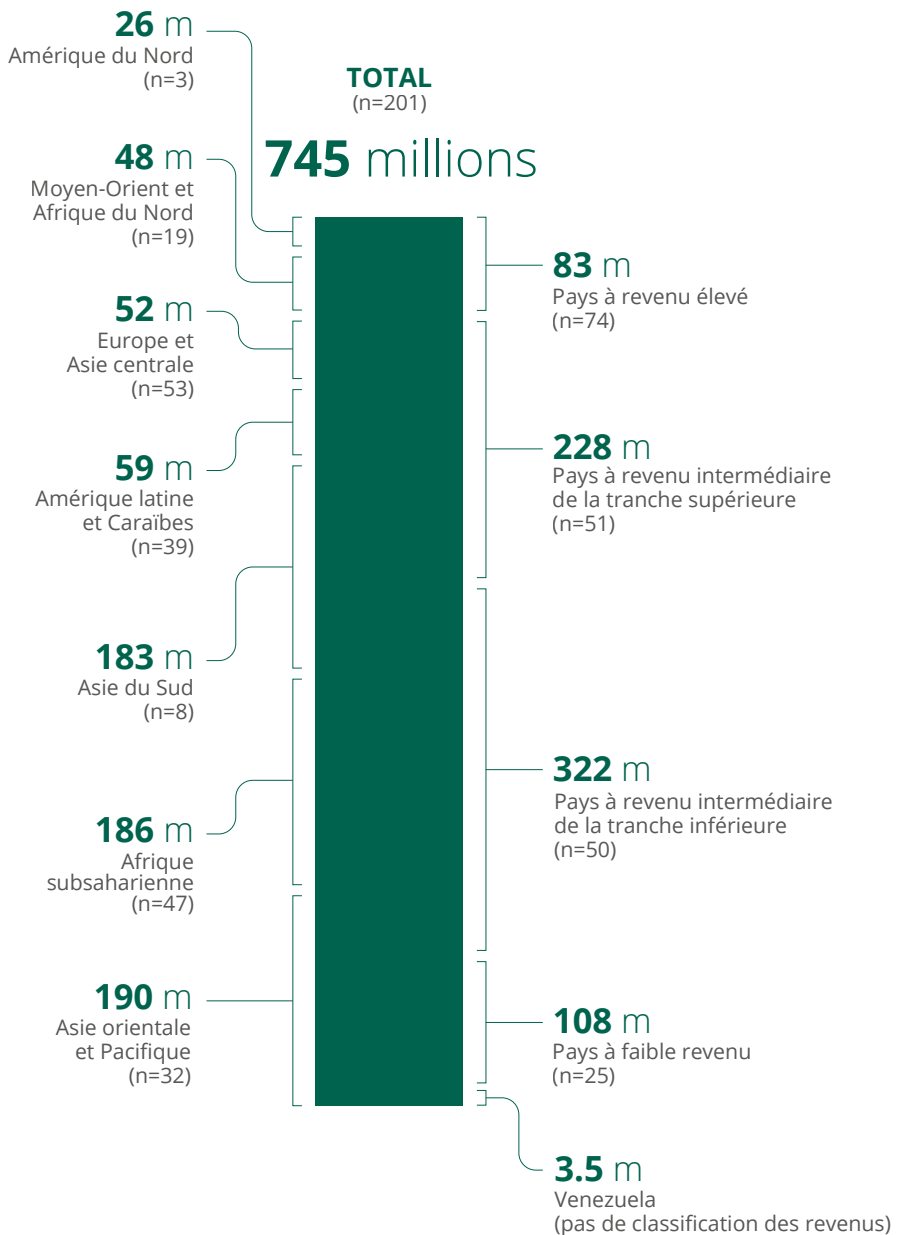


Une jeune Népalaise fait ses devoirs après l'école.
PAM/Samantha Reinders

Figure 1.5

Enfants inscrits dans les écoles primaires dans le monde

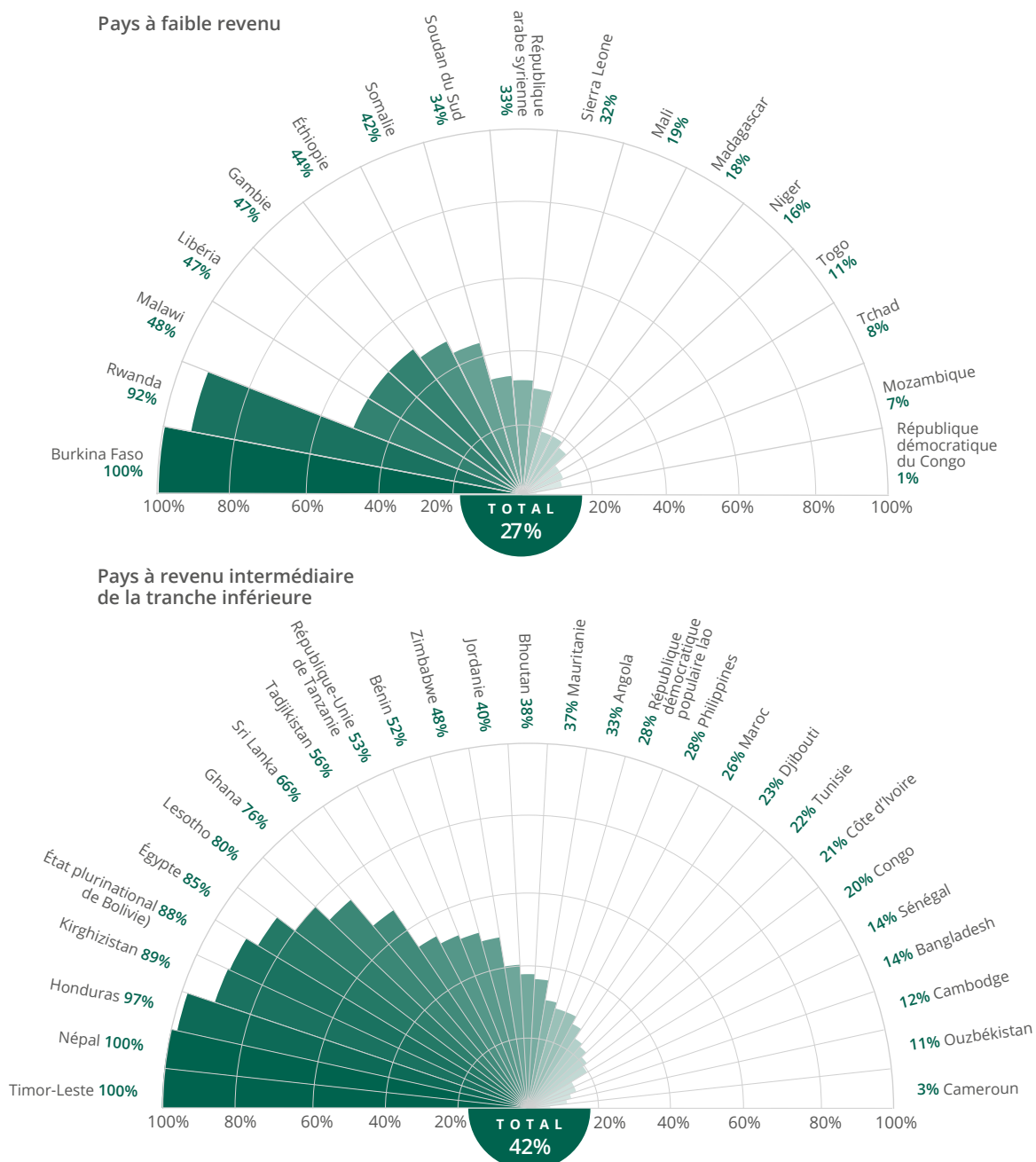
745 millions d'enfants sont inscrits à l'école primaire dans le monde, dont 108 millions dans les pays à faible revenu, 322 millions dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, 228 millions dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, et 83 millions dans les pays à revenu élevé.

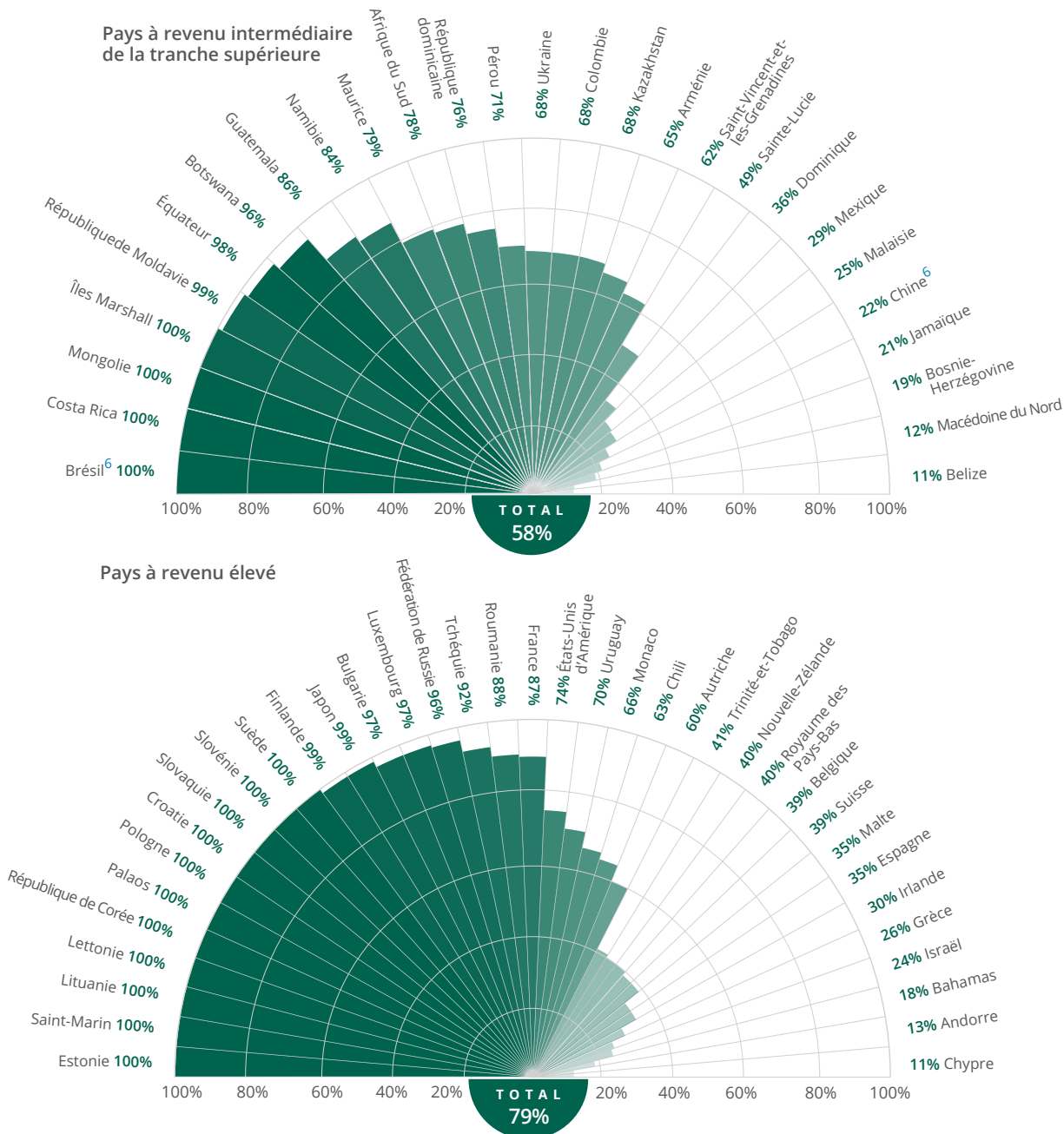


Sources : UNESCO.

Figure 1.6

Couverture des programmes d'alimentation scolaire par niveau de revenu des pays
En moyenne, 27 % des élèves de l'enseignement primaire dans les pays à faible revenu bénéficient de programmes d'alimentation scolaire, contre 42 % dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, 58 % dans ceux à revenu intermédiaire supérieur et 79 % dans les pays à revenu élevé.





Sources : Données directes du gouvernement, Enquête Mondiale du GCNF 2024, estimations du PAM, UNESCO.

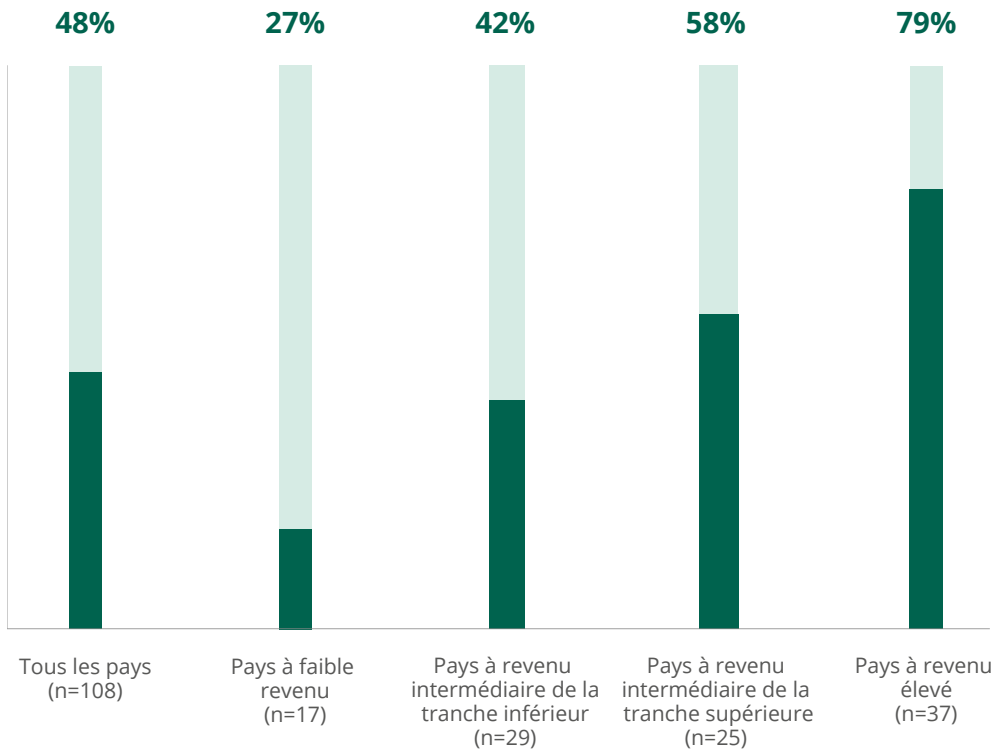
Dans l'ensemble, environ 50 % des enfants inscrits à l'école primaire bénéficient de programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale. Les données indiquent que la couverture augmente avec le niveau de revenu : les pays à revenu faible, intermédiaire inférieur, intermédiaire supérieur et élevé enregistrent respectivement des taux de couverture de 27 %, 42 %, 58 % et 79 % (voir figure 1.7).

⁶ Le Brésil et la Chine ne sont pas inclus dans l'estimation du total (58 %) de cette tranche de revenus.

Figure 1.7

Couverture en 2024 par catégorie de revenus

En moyenne, la couverture de l'alimentation scolaire pour les élèves du primaire reste la plus faible dans les pays à revenu faible et la plus élevée dans les pays à revenu élevé.⁷



Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF, estimations du PAM, UNESCO.

L'intégration de l'indicateur de couverture de l'alimentation scolaire dans le cadre de l'ODD 4 (voir encadré 1.1) constitue une étape majeure pour favoriser la collecte systématique de données harmonisées à l'échelle mondiale, renforcer la visibilité de l'alimentation scolaire, mesurer les progrès des engagements pris par les pays, et améliorer la qualité des données à l'échelle nationale. Cependant, cet indicateur est limité à l'enseignement primaire, en raison de la qualité inégale des données disponibles pour les autres niveaux d'enseignement. Il ne fournit donc qu'une image partielle de la couverture. Afin de fournir une image plus détaillée de la couverture globale, les efforts futurs de l'Initiative sur le Suivi et les Données de la Coalition pour l'alimentation scolaire se concentreront sur une ventilation supplémentaire des données par niveau scolaire et sur le recensement du nombre d'enfants non couverts car ils n'ont pas accès à l'école.

⁷ La Chine et le Brésil sont exclus de l'analyse. Le Venezuela n'a pas de classification des revenus.

Pour mieux comprendre ce que couvrent les programmes nationaux, des recherches complémentaires, des données qualitatives et des études de cas sont nécessaires. Les critères d'éligibilité et les stratégies de ciblage aux programmes d'alimentation scolaire varient selon les régions et les niveaux de revenu. Par exemple, dans un certain nombre de pays, l'alimentation scolaire cible principalement les communautés rurales. Pour évaluer si les programmes atteignent bien les publics cibles, une désagrégation plus fine est souhaitable. Dans les pays où la couverture est universelle, les données disponibles peuvent ne concerner que les écoles publiques. Une illustration plus détaillée de la couverture dans les écoles publiques est fournie à l'annexe II.4.

Une élève en Zambie a accès à l'eau potable à l'école. World Vision/Kambani Phiri



Encadré 1.1

Une étape importante pour les enfants d'âge scolaire : vers un indicateur mondial sur la couverture de l'alimentation scolaire

Pendant des décennies, les cadres mondiaux de suivi ne comprenaient aucun indicateur mesurant la portée des programmes d'alimentation scolaire, malgré les preuves de leurs effets multisectoriels positifs sur la santé, la nutrition, l'éducation des enfants ainsi que sur les économies locales et les systèmes alimentaires. L'introduction d'un indicateur mondial de couverture de l'alimentation scolaire dans le cadre de l'ODD 4 représente une avancée décisive : pour la première fois, la communauté internationale pourra suivre le nombre d'élèves du primaire bénéficiant de repas scolaires. Ce puissant mécanisme d'engagement mondial donne une nouvelle visibilité aux enfants d'âge scolaire et renforce l'incitation des gouvernements à suivre et à rendre compte des progrès réalisés en matière de couverture de l'alimentation scolaire

Cette étape cruciale reflète les efforts coordonnés déployés par la Coalition pour l'alimentation scolaire, par l'intermédiaire du Consortium de recherche et de l'Initiative sur le Suivi et les Données, pour travailler avec les gouvernements et les partenaires afin de tester et d'introduire de nouveaux indicateurs permettant de mieux comprendre les résultats en matière de bien-être des enfants d'âge scolaire, de constituer une base de données probantes et d'améliorer les systèmes de données à l'échelle mondiale.

Contexte : la task force ministérielle de la Coalition pour l'alimentation scolaire a proposé l'inclusion de l'indicateur de couverture des programmes d'alimentation scolaire dans le cadre du programme pour une éducation de qualité. Le Groupe de coopération technique de l'UNESCO a approuvé l'inclusion de ce nouvel indicateur de l'alimentation scolaire en 2023. Au moment de la rédaction du présent rapport, la méthodologie de l'indicateur a été soumise à l'Institut de statistique de l'UNESCO et présentée à ses membres. Le jeu de données le plus récent sera transmis à l'UNESCO à la mi-2025 pour une publication prévue fin 2025.

Cible : d'ici à 2030, veiller à ce que tous les enfants aient la possibilité de recevoir un repas sûr, sain et nutritif à l'école

Indicateur : proportion d'enfants scolarisés dans le primaire bénéficiant de repas scolaires (couverture)

Définition : proportion d'enfants inscrits dans l'enseignement primaire bénéficiant de repas scolaires (couverture)

Formule de calcul de l'indicateur :

$$C_i = \frac{B_i}{P_i} * 100$$

C_i : taux de couverture des repas scolaires dans l'enseignement primaire du pays i

B_i : nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires dans l'enseignement primaire du pays i, pour une année donnée

P_i : nombre total d'enfants inscrits dans l'enseignement primaire du pays i, pour la même année

Sources de données

Numérateur : statistiques officielles gouvernementales ou enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire

Dénominateur : ISU de l'UNESCO⁸

Limites

Lacunes dans les données et absence de données désagrégées. L'Initiative sur le Suivi et les Données de la Coalition pour l'alimentation scolaire prévoit d'augmenter la fréquence de la collecte de données et d'introduire une ventilation supplémentaire au-delà du niveau primaire.

⁸ La base de données officielle de l'Institut de statistique de l'UNESCO est accessible via ce [lien](#).

1.3 Investissement financier annuel dans l'alimentation scolaire

Selon les dernières données disponibles, en 2024, l'investissement mondial dans les programmes d'alimentation scolaire se situait entre 65,6 et 84 milliards de dollars américains par an, la majeure partie provenant des budgets nationaux. Les estimations reposent sur les dépenses déclarées par 116 pays. La même méthodologie que dans les précédents rapports *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* (2022 et 2020) a été utilisée pour estimer les dépenses manquantes à partir des coûts moyens présentés à l'annexe II. Les estimations pour 57 pays supplémentaires ont été calculées à partir du coût moyen par enfant (par groupe de revenu, dérivé des dépenses déclarées), multiplié par le nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires dans chacun de ces pays.

Le tableau 1.1 présente les investissements annuels dans 116 pays, fondés sur des dépenses déclarées effectives s'élevant à 65,6 milliards de dollars américains, ainsi qu'une combinaison de dépenses effectives et estimées pour 173 pays aboutissant à un montant global d'environ 84 milliards de dollars américains. Ces chiffres sont présentés selon quatre scénarios proposant des estimations des investissements annuels dans les programmes d'alimentation scolaire. Seuls 173 pays ont été inclus dans le total, deux pays ne disposant pas de données sur le nombre d'enfants bénéficiaires, et le Venezuela n'étant plus classé dans une catégorie de revenu par la Banque mondiale.

Il convient de noter que ces quatre scénarios ne peuvent être directement comparés, à ceux de l'édition précédente car ils sont fondés sur des échantillons différents de pays ayant fourni des chiffres. Toutefois, l'édition 2022 de *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde* avait calculé un investissement mondial de référence de 48 milliards de dollars américains. La nouvelle estimation mondiale atteint aujourd'hui 84 milliards de dollars américains. Ce chiffre témoigne d'une augmentation significative du financement mondial en faveur de l'alimentation scolaire. Des recherches complémentaires sont nécessaires pour comprendre les facteurs à l'origine de cette augmentation, et pour évaluer la part imputable aux fluctuations des prix, à la composition des repas scolaires ou encore à l'ampleur des programmes. Il est également impératif de mettre à jour les estimations des coûts des repas scolaires.

Une nouvelle étude sera menée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires et le PAM afin d'examiner cette question.

Tableau 1.1

Quatre estimations de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire (en dollars américains)

		Situation de l'alimentation scolaire 2022	Situation de l'alimentation scolaire 2024
		100 pays	116 pays
Pays ayant déclaré un financement	Scénario 1 Financement déclaré	35,3 milliards	65,6 milliards
	Scénario 2 Financement estimé basé sur le coût par groupe de revenu	34 milliards	65,6 milliards
		176 pays	173 pays
Tous les pays	Scénario 3 (Financement déclaré + estimations pour les pays restants en utilisant le coût par groupe de revenu)	49 milliards	84 milliards
	Scénario 4 (Estimation du financement pour tous les pays sur la base du coût par groupe de revenu)	48 milliards	84 milliards

Sources : Données directes du gouvernement, Enquête Mondiale du GCNF 2024, estimations du PAM, Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022.

1.4 Sources de financement

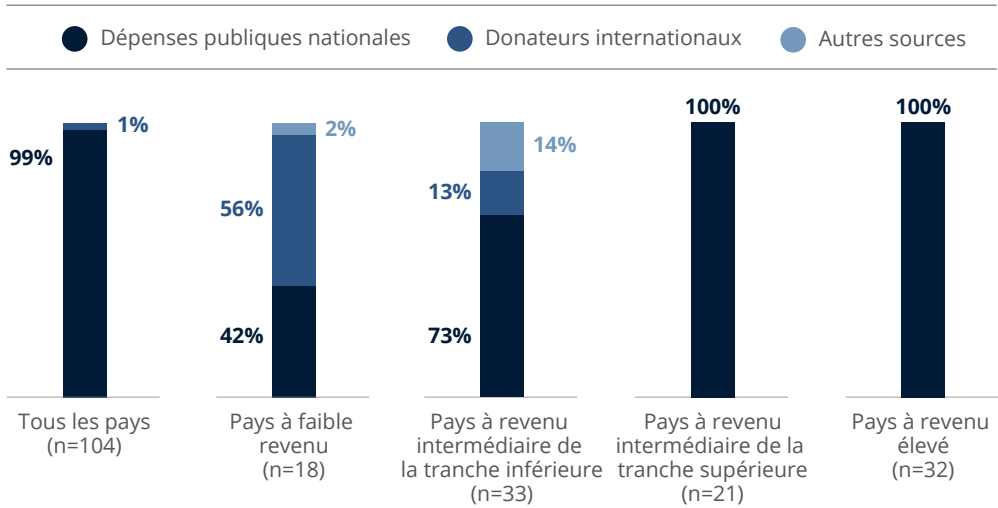
Comme dans le rapport de 2022, les données sur les sources de financement des programmes d'alimentation scolaire en 2024 proviennent principalement de l'enquête mondiale sur les repas scolaires 2024 (Global Child Nutrition Foundation (GCNF), 2024) menée par la Fondation mondiale pour la nutrition infantile. Les chiffres présentés portent sur trois types de financement, par ordre décroissant d'importance : le financement national provenant des budgets publics, les contributions des donateurs internationaux, acheminées par l'intermédiaire des agences des Nations Unies, y compris le PAM, et d'autres partenaires ; et les financements provenant de donateurs nationaux et du secteur privé (voir figure 1.9).

Les ressources nationales constituent la principale source de financement des programmes d'alimentation scolaire dans tous les pays, à l'exception des pays à faible revenu, où les donateurs internationaux restent les principaux investisseurs. Si l'on compare le même échantillon de pays de la catégorie des pays à faible revenu, entre 2022 et 2024, on ne constate pas de changement significatif dans la proportion du financement national, qui est restée stable à environ 34 % (voir le pourcentage du financement à la figure 1.10).

Par rapport aux données de 2022 (voir figure 1.10), la comparaison de l'échantillon de pays disposant de données pour toutes les années ne montre aucun changement notable dans les niveaux de revenu, à l'exception des pays à revenu intermédiaire inférieur, où la part des investissements provenant de sources nationales a légèrement diminué. Toutefois, cette évolution n'est pas statistiquement significative et s'explique principalement par une augmentation du financement extérieur pour ce groupe de revenu (voir tableau 1.2).

Figure 1.8

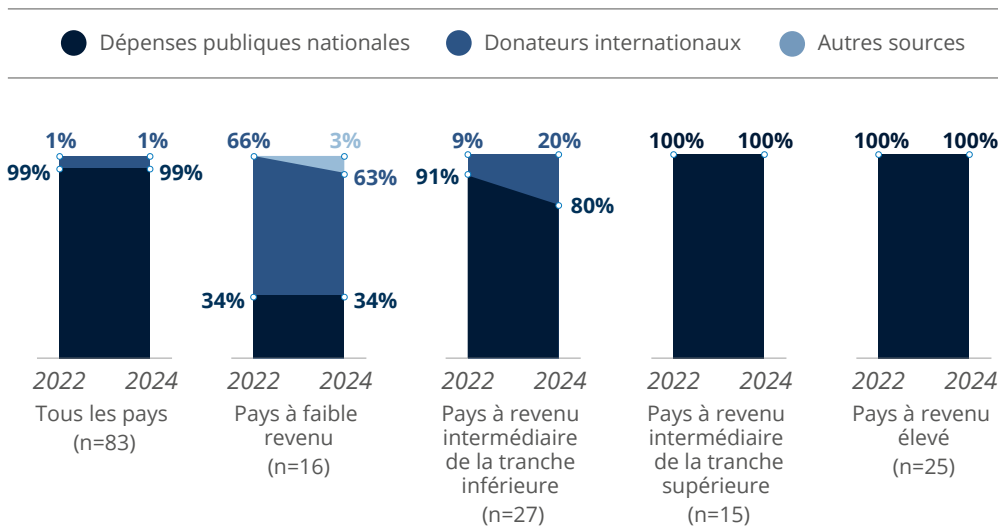
Sources d'investissement financier dans l'alimentation scolaire (uniquement 2024)
Le financement national reste la principale source d'investissement dans les programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale, à l'exception des pays à faible revenu, où les donateurs internationaux demeurent les principaux bailleurs de fonds.



Sources : Données directes du gouvernement, Enquête Mondiale du GCNF 2024.

Figure 1.9

Sources d'investissement financier dans l'alimentation scolaire en 2022 et 2024
La répartition des sources d'investissement financier dans l'alimentation scolaire est restée stable entre 2022 et 2024.



Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF (2021 et 2024).

Tableau 1.2

Comparaison des investissements financiers entre 2022 et 2024
(en dollars américains)

Situation de l'alimentation scolaire 2022					
Revenus level	Gouvernement budget	International bailleurs de fonds	Donateurs nationaux et secteur privé	Autres sources	Total
Faible revenu	107 millions	204 millions	-	-	311 millions
Revenu intermédiaire inférieur	778 millions	75 millions	2 millions	-	856 millions
Revenu intermédiaire supérieur	3 milliards	-	-	-	3 milliards
Revenu élevé	21 milliards	85 millions	-	-	21 milliards
Total	25 milliards	364 millions	2 millions	-	25 milliards

Situation de l'alimentation scolaire 2024					
Revenus level	Gouvernement budget	International bailleurs de fonds	Donateurs nationaux et secteur privé	Autres sources	Total
Faible revenu	141 millions	264 millions	1 million	11 millions	417 millions
Revenu intermédiaire inférieur	674 millions	173 millions	0.5 million	1 million	848 millions
Revenu intermédiaire supérieur	3 milliards	4.5 millions	5 millions	-	3 milliards
Revenu élevé	32 milliards	3.5 millions	7 millions	77 millions	32 milliards
Total	36 milliards	445 millions	14 millions	89 millions	37 milliards

Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF (2021 et 2024).

Comme indiqué dans la section précédente de ce rapport, les investissements globaux dans l'alimentation scolaire ont augmenté à l'échelle mondiale, tandis que la part des investissements nationaux est restée globalement stable, témoignant de la priorité accordée par les gouvernements aux programmes d'alimentation scolaire, y compris dans les pays à faible revenu. Une partie de la hausse de la part du financement international dans les pays à Revenu intermédiaire inférieur peut s'expliquer par le soutien accru de la communauté internationale : une augmentation de 364 millions de dollars américains en 2022 à 445 millions de dollars américains en 2024. Bien que cela représente une hausse d'environ 20 %, en valeur absolue, la part globale des investissements extérieurs reste modeste.

Il convient également de souligner que les pays à revenu élevé ont sensiblement augmenté leurs allocations nationales aux programmes d'alimentation scolaire, passant de 21 milliards de dollars américains en 2022 à 32 milliards en 2024. Cette augmentation importante traduit une forte reconnaissance de l'alimentation scolaire comme un investissement public porteur d'impact.

1.5 Institutionnalisation de l'alimentation scolaire : cadres politiques et conception de programmes

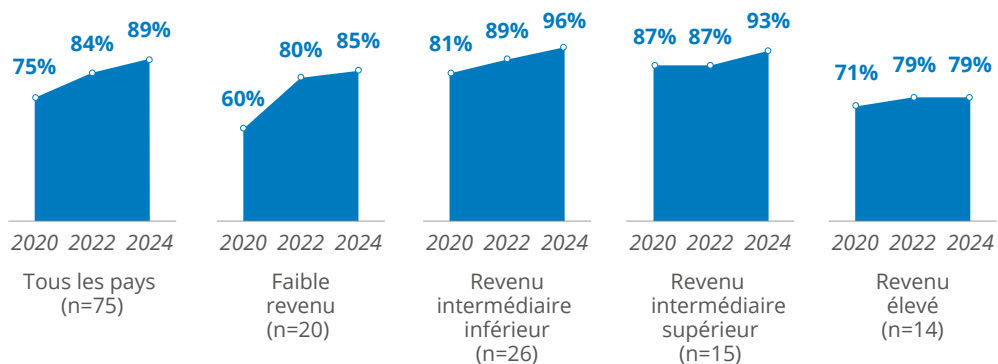
De nouvelles données disponibles confirment la tendance observée dans les deux rapports précédents : les pays continuent de renforcer et d'élargir leurs cadres politiques et juridiques encadrant les programmes d'alimentation scolaire. Au total, 107 pays ont déclaré disposer d'une politique d'alimentation scolaire, dont 19 pays à faible revenu, 36 pays à revenu intermédiaire inférieur, 22 pays à revenu intermédiaire supérieur et 30 pays à revenu élevé.

Comme le montre la figure 1.10, de nouveaux pays ont adopté des politiques en matière d'alimentation scolaire. Le pourcentage total de pays ayant mis en place une telle politique parmi ceux ayant fourni des données s'élève à 89 %, un chiffre toujours élevé toutes catégories de revenu confondues. Parmi les pays ayant récemment adopté de nouvelles politiques figurent l'Ukraine (voir étude de cas 8), la République centrafricaine, le Nigéria, le Sénégal et la Chine.

Figure 1.10

Part des pays disposant d'un cadre politique en matière d'alimentation scolaire, par niveau de revenu, en 2020, 2022 et 2024

Le nombre de pays disposant d'une politique d'alimentation scolaire a augmenté à l'échelle mondiale depuis 2020, tous niveaux de revenu confondus.



Sources : Enquêtes mondiales du GCNF, PAM.

L'augmentation continue du nombre de pays adoptant des politiques, stratégies et lois en matière d'alimentation scolaire est encourageante. Toutefois, toutes les politiques ne se valent pas et ne traduisent pas nécessairement un engagement à long terme, certaines étant limitées dans le temps. Un autre signe d'engagement fort est l'adhésion à la Coalition pour l'alimentation scolaire, dans le cadre de laquelle les pays prennent des engagements nationaux détaillés sur les améliorations qu'ils entendent apporter à leurs politiques et à leur législation (voir la figure 2.3 au chapitre 2 pour plus de détails et d'exemples). L'encadré 1.2 sur les politiques et la législation fournit des exemples de bonnes pratiques, notamment au Brésil (voir l'étude de cas 4).

Encadré 1.2

Politiques, législation et cheminement vers un fondement juridique de l'alimentation scolaire

Afin de soutenir l'adoption de lois plus solides et plus efficaces en matière d'alimentation scolaire, la Coalition pour l'alimentation scolaire s'est associée en 2024 au Réseau parlementaire international pour l'éducation afin d'élaborer une boîte à outils⁹ dédiée aux parlementaires, en collaboration avec le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire. Cette ressource fournit aux législateurs des conseils pratiques et des données probantes pour défendre des lois garantissant la durabilité à long terme des programmes d'alimentation scolaire.

Si les présidents et chefs d'État peuvent promouvoir les programmes d'alimentation scolaire en adoptant des politiques, ce sont les lois qui traduisent les engagements politiques en actions durables. Lorsqu'un programme d'alimentation scolaire est inscrit dans la législation, il présente plusieurs avantages, notamment :

- un financement prévisible et pérenne, au-delà des cycles politiques ;
- des rôles et responsabilités institutionnels clairement définis ;
- un contrôle législatif de la mise en œuvre du programme ;
- et une transparence, une participation publique et une appropriation communautaire renforcées.

⁹ «Alimentation scolaire : une boîte à outils pour les parlementaires», élaborée par le Réseau parlementaire international pour l'éducation, le PAM et le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition en milieu, fournit des orientations détaillées pour l'élaboration de législations relatives à l'alimentation scolaire. Cette publication est accessible à l'adresse : www.ipned.org/schoolmeals.

Un cadre juridique solide en matière d'alimentation scolaire peut comprendre plusieurs types de législation, chacun traitant de différents aspects du programme. Ces textes peuvent être regroupés en trois grandes catégories :

- une loi-cadre visant à réglementer la fourniture des repas scolaires ainsi que d'autres services de santé et de nutrition en milieu scolaire éventuellement inclus dans le programme ;
- des lois établissant un droit aux repas scolaires, souvent intégrées sous forme de dispositions dans des législations plus générales ;
- des lois établissant des liens entre l'alimentation scolaire et plusieurs secteurs, tels que : la protection sociale, les normes alimentaires, les marchés publics, la production agricole ou encore l'aménagement du territoire.

De nombreux pays commencent par un cadre politique pour l'alimentation scolaire, puis instaurent progressivement des lois pour renforcer et institutionnaliser leurs programmes. Par exemple, en 1979, le petit État insulaire du Cap-Vert, situé au large des côtes ouest-africaines, a lancé un programme national d'alimentation scolaire avec l'appui du PAM. Trente-six ans plus tard, en 2015, le Cap-Vert a adopté une loi sur l'alimentation scolaire, consacrant ainsi pleinement l'appropriation nationale du programme.

La loi sur l'alimentation scolaire du Brésil est un exemple mondialement reconnu de législation réussie soutenant la qualité et la durabilité de l'alimentation scolaire. Cette loi a défini les lignes directrices du Programme national d'alimentation scolaire (PNAE — Programa Nacional de Alimentação Escolar) du Brésil et précise les principaux éléments du programme, notamment sa couverture, sa gestion, les normes de temps de distribution, les types d'aliments pouvant être servis, la participation du public, les modèles d'approvisionnement, le suivi et les outils pédagogiques tels que les jardins scolaires.

Alors que de plus en plus de pays créent, développent et améliorent leurs programmes d'alimentation scolaire, la mise en place d'une base législative peut représenter une étape essentielle pour garantir un impact à long terme. Dans le cadre de l'engagement de la Coalition pour l'alimentation scolaire à améliorer la disponibilité de données critiques sur les programmes d'alimentation scolaire, les prochaines éditions du rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* intégreront davantage de données qualitatives et d'analyses sur les politiques et la législation.

1.6 Alimentation scolaire et emploi

Dans le cadre de l'enquête mondiale 2024 sur les programmes d'alimentation scolaire menée par le GCNF, de nouvelles données ont été recueillies concernant les emplois directement créés par l'alimentation scolaire. Ces données visent à mieux comprendre la dynamique de l'emploi, ajoutant une dimension multisectorielle supplémentaire aux programmes d'alimentation scolaire.

Pour cette édition, l'analyse repose sur un échantillon de 76 pays, couvrant toutes les catégories de revenu, qui fournissent des repas scolaires à environ 141,5 millions d'enfants. Le calcul des emplois directs inclut uniquement les cuisiniers, en raison des données limitées fournies par les pays sur les autres catégories d'emplois directs, une situation liée aux difficultés de suivi et aux faiblesses des systèmes nationaux de surveillance.

Une cuisinière scolaire au Kenya prépare le déjeuner. PAM/Lisa Murray

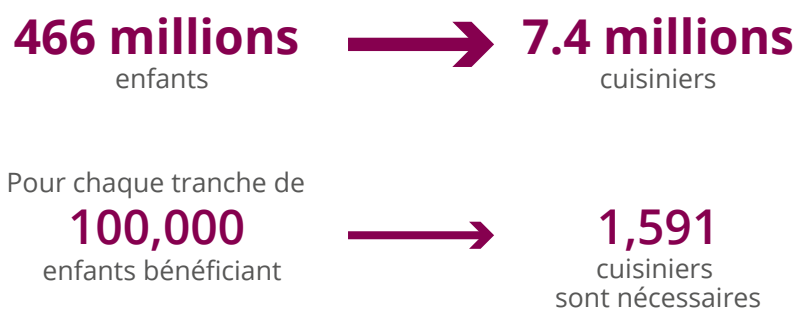


Ces 76 pays ont indiqué que leurs programmes d'alimentation scolaire avaient permis de créer environ 2,25 millions d'emplois de cuisiniers, soit l'équivalent de 1 591 cuisiniers pour 100 000 enfants bénéficiaires. Il est raisonnable de considérer ces chiffres comme des estimations prudentes, car ils ne couvrent qu'une seule catégorie d'emplois directs. Par ailleurs, les résultats rapportés et les moyennes calculées confirment à nouveau que les programmes d'alimentation scolaire représentent une source importante d'emploi direct. Ces chiffres s'inscrivent dans la continuité des estimations précédentes, qui variaient entre 1 000 et 2 000 emplois pour 100 000 enfants. En appliquant ces moyennes, le nombre estimé de cuisiniers nécessaires pour desservir les 466 millions d'enfants qui reçoivent actuellement des repas scolaires dans le monde s'élève à environ 7,4 millions.

Figure 1.11

Emplois créés pour 100 000 enfants bénéficiant de repas scolaires (n=76)

En moyenne, les programmes d'alimentation scolaire permettent de créer environ 1 591 emplois directs (cuisiniers) pour chaque tranche de 100 000 enfants bénéficiaires.




Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF, PAM (estimations, rapport annuel par pays), Banque mondiale (2018).

Ces estimations ne tiennent compte que d'une seule catégorie d'emplois directs. Elles n'incluent pas les emplois indirects ni les opportunités économiques créées par les repas scolaires. C'est le cas, par exemple, lorsque des agriculteurs locaux bénéficient de programmes mis en œuvre selon un modèle d'alimentation scolaire issue de la production locale. Des efforts supplémentaires sont nécessaires, non seulement pour mieux suivre et estimer les emplois directs et indirects liés à la fourniture des repas scolaires, mais aussi pour évaluer la qualité de ces emplois, notamment en ce qui concerne le niveau de rémunération et la stabilité de l'emploi.

1.7 Programmes de santé et de nutrition scolaires intégrés

Les programmes de santé et de nutrition en milieu scolaire comprennent généralement un ensemble intégré d'interventions visant à répondre aux besoins des élèves dans leur contexte local. Les repas scolaires peuvent constituer l'un de ces volets. Parmi les autres activités complémentaires figurent notamment : le lavage des mains avec du savon, le déparasitage, la mesure du poids, la mesure de la taille, l'hygiène menstruelle, le dépistage visuel, le nettoyage dentaire, le test auditif, le test de l'anémie, les jardins scolaires, l'eau potable et la purification de l'eau.

Dans le cadre de la dernière enquête mondiale du GCNF sur les programmes de repas scolaires, de nouvelles données ont été recueillies sur ces 12 activités complémentaires (voir figure 1.12). Les données ont été tirées d'un échantillon de 126 pays inclus dans l'enquête et sont résumées ci-dessous. Dans l'ensemble, seuls dix pays (8 %) ont déclaré ne disposer d'aucun programme complémentaire ; 23 % des pays disposaient d'un à trois programmes complémentaires ; et environ 69 % ont déclaré proposer quatre activités complémentaires ou plus en plus des repas scolaires. Comme le montre la figure 1.12, le programme complémentaire le plus courant était le lavage des mains au savon (N. 108, 86 %).

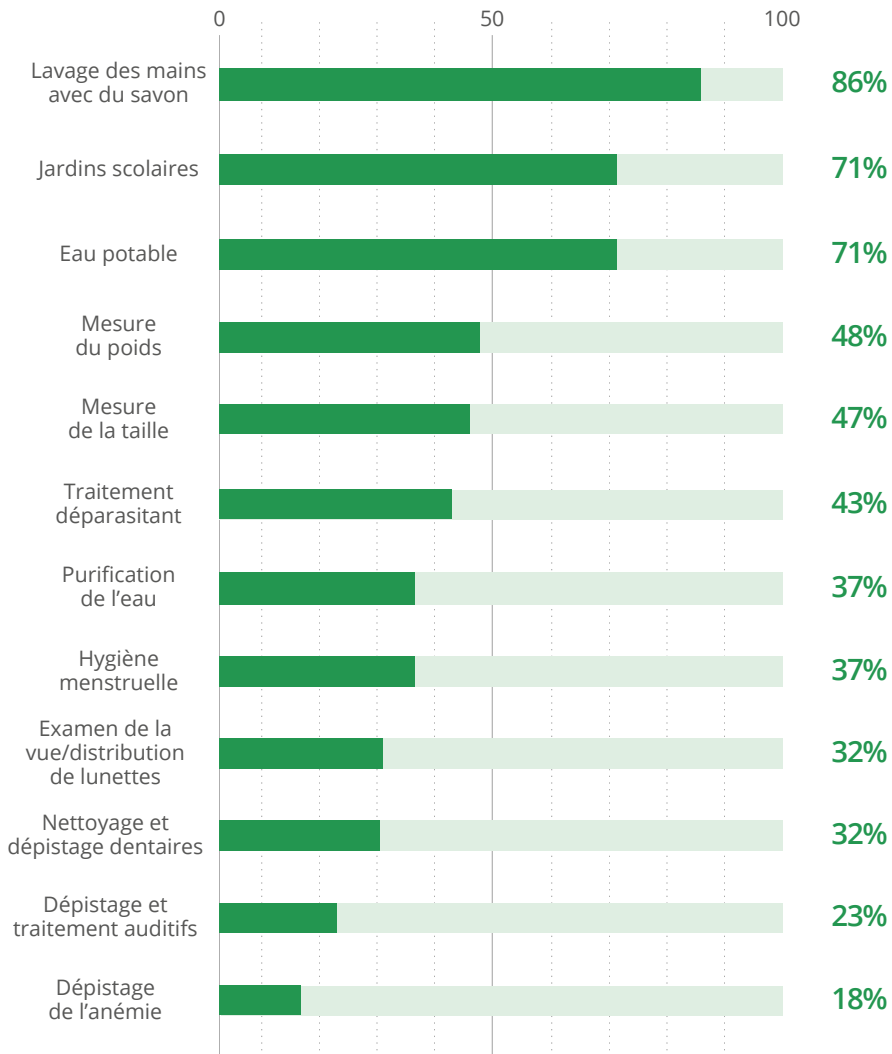


Une élève mange un repas chaud à l'école en Roumanie.
World Vision/Maria Manole

Figure 1.12

Programmes complémentaires de santé et de nutrition (n=126)

Le lavage des mains avec du savon demeure l'activité complémentaire la plus fréquemment mise en œuvre en parallèle de l'alimentation scolaire.



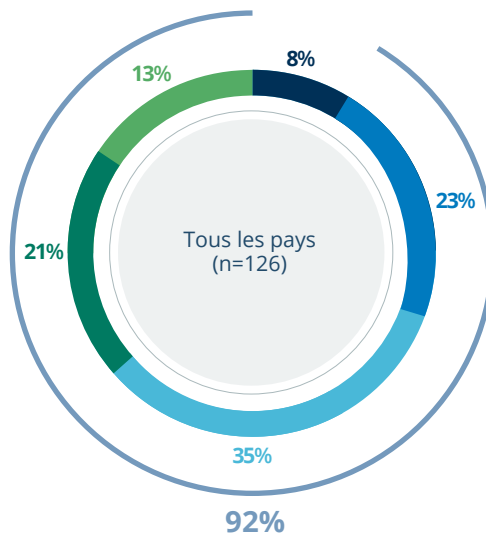
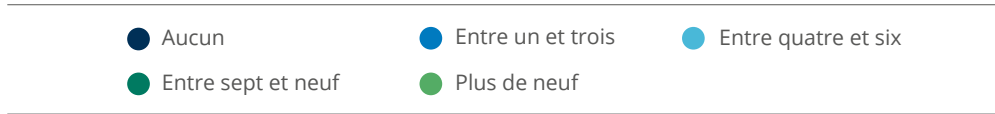
Source : Enquête Mondiale du GCNF 2024.

Figure 1.13

Adoption de programmes complémentaires de santé et de nutrition

Plus de 90 % des gouvernements mettent en œuvre des programmes d'alimentation scolaire accompagnés d'interventions complémentaires de santé et de nutrition.

Environ 70 % des gouvernements proposent un ensemble intégré d'au moins quatre interventions.



Source : Enquête Mondiale du GCNF 2024.

1.8 Solutions dirigées par les villes : faire progresser l'alimentation scolaire au niveau local

Pour la première fois depuis la création de la publication *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, ce rapport propose un instantané des données infranationales sur les repas scolaires à l'échelle municipale. Cette nouveauté reconnaît l'importance de la territorialisation et le rôle essentiel des municipalités dans la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire. Dans de nombreux pays, les programmes d'alimentation scolaire sont mis en place et gérés directement par les gouvernements locaux. Les maires, en contact quotidien avec les usagers finaux, ont ainsi une responsabilité politique de premier plan pour veiller à ce que les infrastructures et services nécessaires soient en place afin d'assurer la fourniture des repas scolaires. Tandis que les gouvernements nationaux définissent le cadre d'action et les priorités à cibler, les villes assurent directement la mise en œuvre des repas scolaires, avec des résultats concrets et visibles pour les citoyens. Les villes disposent également de données actualisées et d'une connaissance directe des besoins de leurs habitants en matière de systèmes alimentaires et de nutrition, en particulier lorsqu'il s'agit de l'alimentation scolaire.

Depuis sa création en 2023, l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » de la Coalition pour l'alimentation scolaire trace une voie nouvelle au niveau municipal. Le chapitre 2 présente un aperçu détaillé de cette initiative, le chapitre 3 revient sur les efforts de collecte de données, et le présent chapitre met en lumière des données clés issues des villes participantes. La carte 1.2 illustre des innovations menées à Addis-Abeba, Bangkok, Copenhague, Montpellier, Nairobi, São Paulo et Séoul.

À mesure que les données et les connaissances sur l'alimentation scolaire deviennent plus accessibles, grâce aux efforts conjoints des initiatives « Données et suivi » et « Les villes nourrissent l'avenir », aux niveaux national et infranational, il est envisagé que les données issues des villes soient intégrées à la base de données mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire.¹⁰ La combinaison des données et des connaissances issues des niveaux national et local contribuera à favoriser les échanges et l'apprentissage mutuel sur la conception et la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire, en tenant compte des différences et des synergies propres à chaque contexte local.

¹⁰ La base de données de la Coalition pour l'alimentation scolaire est accessible à l'adresse suivante : <https://www.schoolmealscoalitiondatabase.wfp.org/>.

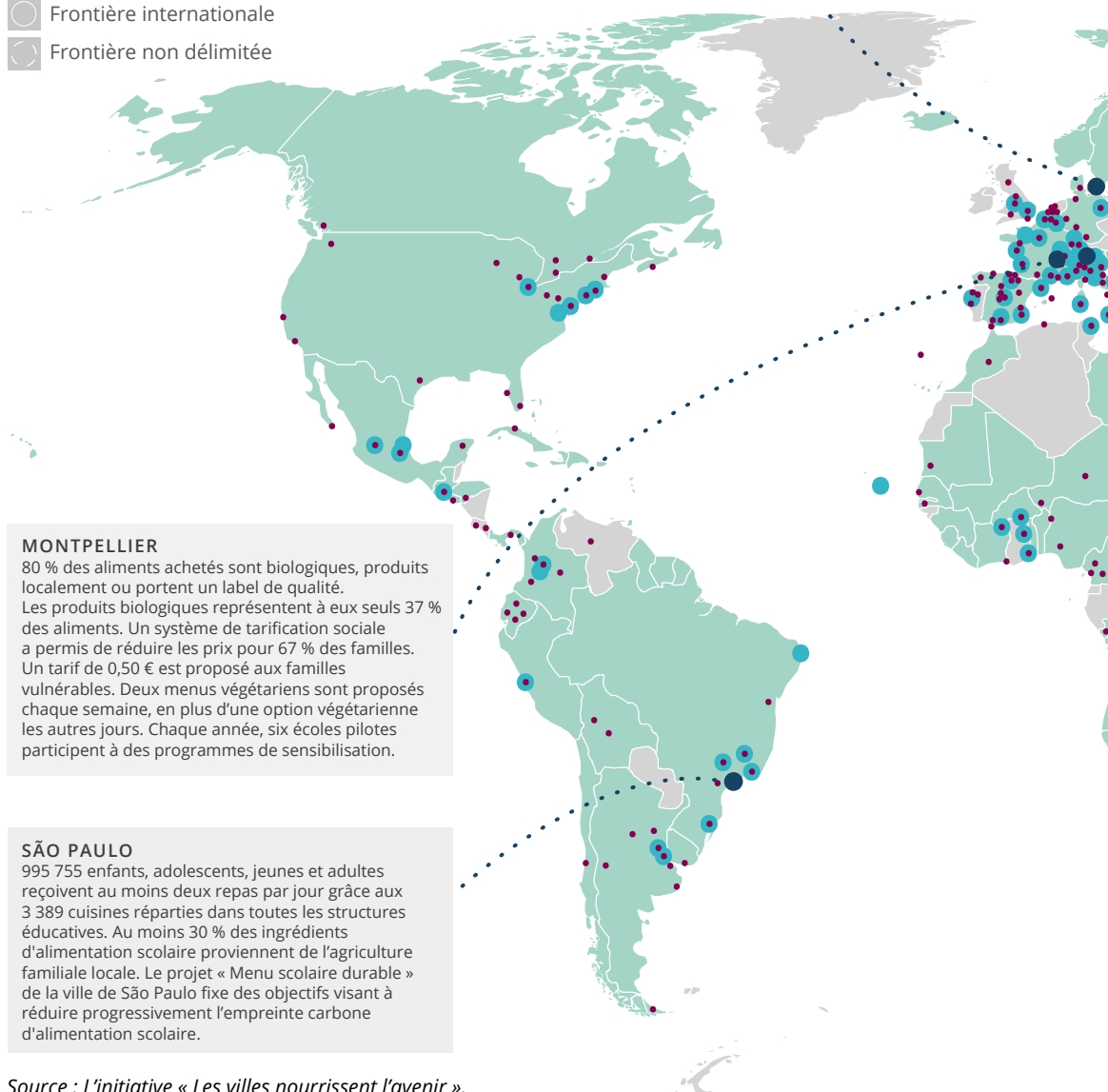
Carte 1.2

Innovation au niveau des villes dans les programmes d'alimentation scolaire : un aperçu infranational

- Coalition pour l'alimentation scolaire Membre
- Coalition pour l'alimentation scolaire États non membres
- Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine Ville avec alimentation scolaire
- Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine Ville signataire
- Maires champions
- Frontière internationale
- Frontière non délimitée

COPENHAGUE

Les 70 écoles proposent toutes des repas, préparés sur place ou livrés depuis la cuisine centrale EAT de la ville. 24 écoles sont des « écoles de l'alimentation » où cuisiner et manger font partie de l'apprentissage. Les repas sont biologiques à 90 % et s'inscrivent dans la stratégie alimentaire de la ville. Les achats alimentaires publics de la ville couvrent l'ensemble des repas servis dans le secteur public et représentent 10 % des achats alimentaires publics au Danemark (40 millions d'euros par an). En 2023, le maire Jakob Næsager a accueilli la première conférence « Les villes nourrissent l'avenir » en Europe.



Source : L'initiative « Les villes nourrissent l'avenir ».

BANGKOK

Mise en place d'une politique de cantine scolaire offrant le petit-déjeuner et le déjeuner gratuits. Le programme d'alimentation scolaire dessert chaque jour 250 000 enfants dans les 437 écoles relevant de la municipalité de Bangkok (BMA). La plateforme en ligne Thai School Lunch aide les écoles à planifier leurs achats et leurs repas, tout en permettant à la ville de contrôler la qualité des aliments, ce qui favorise l'implication du département de l'éducation des districts et d'autres institutions.

SÉOUL

Repas gratuits pour tous les élèves, de la maternelle au lycée, depuis 2011. Plus de 1 300 écoles sont approvisionnées avec des ingrédients sûrs et de qualité via un centre de distribution innovant, et les repas font l'objet d'inspections rigoureuses. Les lignes directrices imposent aux écoles d'acheter plus de 70 % de produits respectueux de l'environnement.

ADDIS-ABEBA

801 000 enfants bénéficient de petits-déjeuners et déjeuners dans 255 établissements, ce qui a favorisé l'inscription à l'école, la réussite scolaire et la fréquentation. 16 000 emplois ont été créés, avec une priorité donnée à l'autonomisation des femmes. 171 écoles pratiquent l'horticulture scolaire. La maire Adanech Abiebie a reçu un prix lors des Milan Pact Awards 2022 et a été désignée Maire championne pour l'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir » en 2023.

NAIROBI

Plus de 310 000 enfants sont rejoints chaque jour dans plus de 230 écoles publiques. La montre « Tap2Eat », remise aux enfants, fournit des données en temps réel sur leurs habitudes alimentaires, améliore la planification et la distribution des repas, et permet aux parents de créditer un compte pour payer l'alimentation scolaire. L'année passée, cette montre a permis d'augmenter la fréquentation scolaire de plus de 34 %.

1.9 La voie à suivre

Les nouvelles données indiquent une trajectoire nettement positive pour l'alimentation scolaire à l'échelle mondiale depuis la création de la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2021. Depuis la publication du rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020*, le nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires a augmenté d'environ 20 % à l'échelle mondiale. Ce niveau de réussite s'explique par le fait que l'alimentation scolaire s'impose désormais comme une priorité politique claire pour les pays, quels que soient leurs niveaux de revenu. Dans les pays à revenu élevé et intermédiaire, l'attention se porte sur l'amélioration de la qualité et de l'efficacité, tandis que les pays à faible revenu se concentrent sur une montée en puissance rapide des programmes.

Même si le financement par les bailleurs ne représente qu'une faible part de l'investissement global dans les repas scolaires, une baisse probable et significative de l'aide internationale dans les années à venir menace les avancées enregistrées dans les pays à faible revenu. Des données de qualité, permettant une prise de décision fondée sur des éléments probants, seront donc plus que jamais cruciales dans les années à venir. Cela suppose notamment :

- La poursuite de l'institutionnalisation des indicateurs relatifs à l'alimentation scolaire dans les cadres et rapports internationaux de suivi depuis l'adoption du nouvel indicateur de l'ODD 4, avec une amélioration de la qualité des données (y compris leur désagrégation) et de la visibilité de l'alimentation scolaire.
- Une architecture mondiale des données sur l'alimentation scolaire renforcée, une collecte de données rationalisée et harmonisée, ainsi qu'un renforcement de la qualité des systèmes nationaux de suivi et de production statistique.
- Des données améliorées et accessibles au public sur l'alimentation scolaire, y compris aux niveaux infranational et municipal. Grâce à la création de la base de données de la Coalition pour l'alimentation scolaire, l'ensemble central d'indicateurs régulièrement repris dans le rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* est désormais disponible en tant que bien public mondial. L'Initiative sur le Suivi et les Données veillera à ce que de nouveaux indicateurs soient testés et intégrés dans cette base de données afin de combler les lacunes actuelles, en réponse à une forte demande des gouvernements (alimentation scolaire issue de la production locale, indicateurs relatifs aux systèmes alimentaires, qualité des repas, etc.).

Ce chapitre a présenté les données les plus récentes disponibles et tenté d'en interpréter la portée, tout en soulignant la nécessité d'approfondir la recherche. Parmi les travaux de recherche importants pour orienter les programmes futurs, on peut citer une meilleure compréhension des facteurs de coût et des modèles efficaces, ainsi qu'une analyse qualitative des politiques et législations et de leur lien avec les bénéfices multisectoriels de l'alimentation scolaire.

References

Global Child Nutrition Foundation (GCNF). (2024). School Meal Programs Around the World: Results from the 2024 Global Survey of School Meal Programs ©. Available at: <https://gcnf.org/wp-content/uploads/2025/02/GCNF-Global-Survey-Report-2024-V1.8.pdf>

WFP. (2013). State of School Feeding Worldwide 2013. Rome (Italy), World Food Programme Available at: <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2013>

WFP. (2020). State of School Feeding Worldwide 2020. Rome (Italy). World Food Programme. Available at: <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2020>

WFP. (2022). State of School Feeding Worldwide 2022. R. I. W. F. Programme. Available at: https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000147725/download/?_ga=2.122787723.1835173318.1745315177-747751571.1696247664

Annexe I

Méthodologie et sources utilisées pour calculer le nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire, la portée et l'investissement

A1.1 Sources

Comme dans le rapport [Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022](#), cette publication s'appuie sur une combinaison de sources primaires et secondaires. Chaque source a été sélectionnée en fonction des critères suivants :

1. **Pertinence** : sources contenant des indicateurs standards sur l'alimentation scolaire.
2. **Crédibilité** : sources publiées par des institutions officielles et académiques.
3. **Disponibilité** : sources en accès libre et public.
4. **Actualité** : sources publiées récemment.

Les données brutes pour l'édition 2024 ont été tirées de deux sources principales :

- Des sources officielles, notamment des statistiques officielles issues de rapports gouvernementaux et de membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire.
- [L'enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire](#)[®] menée par le GCNF avec le soutien de l'USDA, publiée en 2024. The Global Survey of School Meal Programs[®] (Enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire) est la propriété de la GCNF et est protégée par le droit d'auteur, tous droits réservés. Elle ne peut être reproduite ni distribuée sans autorisation écrite préalable. Le financement de l'enquête la plus récente en 2023, ainsi que des enquêtes précédentes de 2021 et 2019, a été assuré en partie par l'USDA le numéro d'accord FX18TA-10960G002.

Lorsque les données n'étaient pas disponibles à partir des sources ci-dessus, d'autres sources utilisées dans les éditions précédentes (*Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020 et 2022*) ont été mobilisées. Ces sources secondaires comprennent des rapports, des publications et des études de cas. Comme en 2022, lors de la sélection des sources secondaires, le principe fondamental était d'utiliser uniquement des sources publiées par des institutions officielles telles que des gouvernements, des organisations internationales et des établissements universitaires (articles scientifiques évalués par des pairs).

La liste suivante énumère l'ensemble des sources secondaires utilisées pour élaborer la présente publication :

1. Les rapports annuels par pays du PAM
2. Les estimations du PAM provenant des bureaux pays et bureaux régionaux
3. Le rapport *State of Social Safety Nets 2018* (World Bank, 2018) de la Banque mondiale
4. Le rapport du PAM *Smart School Meals in Latin America and the Caribbean* (WFP, 2017)

Certains pays étaient cités dans plus d'une de ces sources secondaires. Dans ce cas, un seul point de données a été utilisé pour chaque pays en fonction des critères suivants :

1. Si plusieurs sources fournissent des données pour un même pays, les sources primaires ont été privilégiées, notamment les sources officielles et la plus récente.
2. Lorsque plus d'une source d'information était disponible pour le même pays et la même année de référence, la source la plus complète a été utilisée – par exemple, une source peut couvrir un programme particulier, tandis que l'autre source couvre tous les programmes existants dans le même pays.

En raison de ces critères de sélection, le tableau A1.1 illustre le nombre de pays de chaque source utilisée dans la présente publication.

Figure A1.1

Répartition des pays par source de données (n=176)

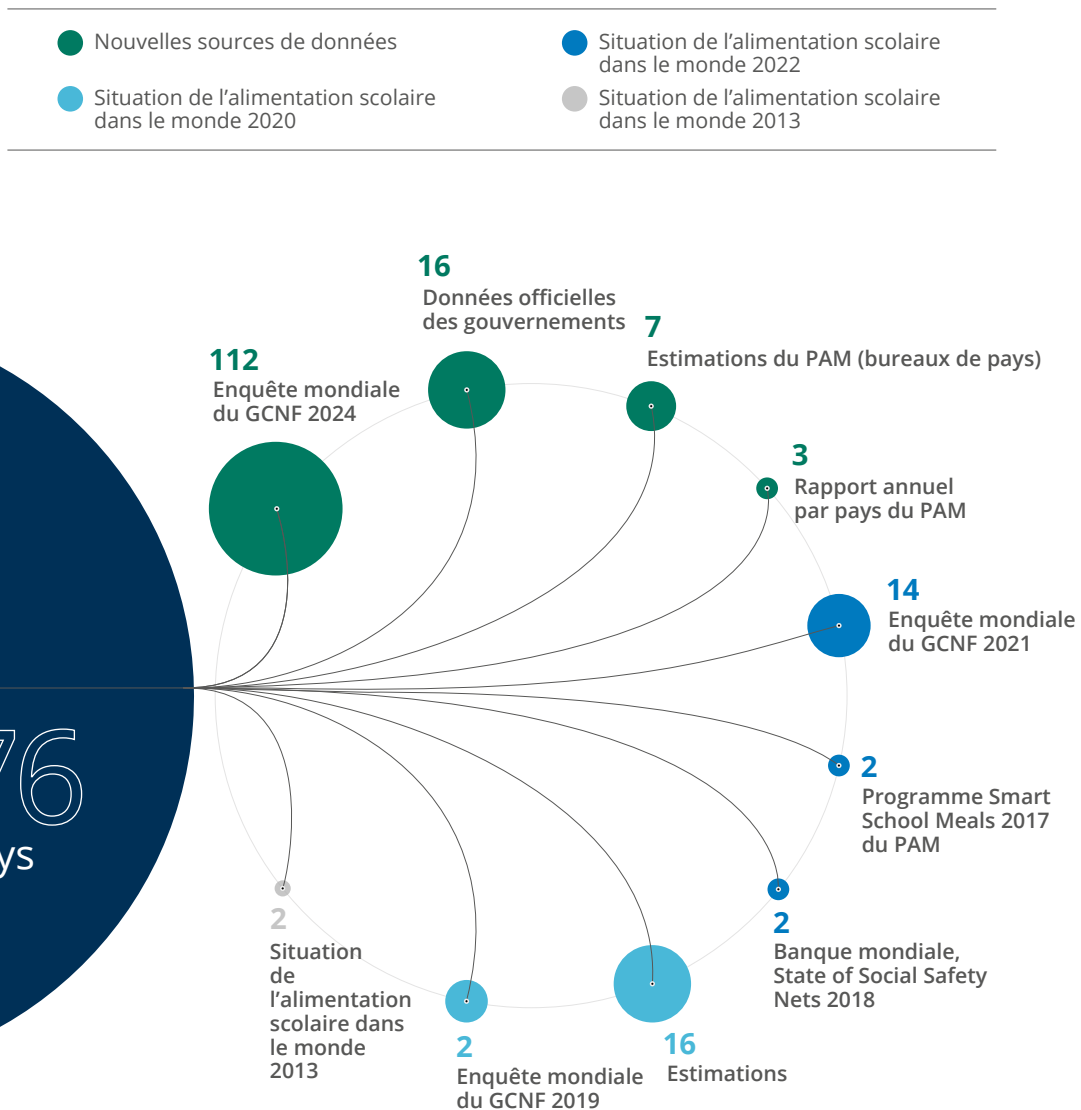


Tableau A2.1

Sources utilisées pour les données relatives à l'alimentation scolaire

Source	Symbole	Nombre de pays utilisés dans ce rapport	Noms de pays
Données officielles des gouvernements	OS	16	Belize, Brésil, Chine, Colombie, Cuba, Équateur, Fédération de Russie, Inde, Islande, Kenya, Maurice, Mexique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Ukraine, Uruguay.
Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire de la GCNF 2024, parrainée par l'USDA	GCNF 2024	112	Afghanistan, Andorre, Angola, Arménie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Chili, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Chypre, Tchéquie, République démocratique du Congo, Djibouti, Dominique, République dominicaine, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Finlande, France, Gambie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Irak, Irlande, Israël, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, République démocratique populaire lao, Lettonie, Lesotho, Libéria, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Malte, Îles Marshall, Mauritanie, Monaco, Mongolie, Maroc, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Pays-Bas (Royaume des), Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Macédoine du Nord, Palaos, Pérou, Pologne, République de Corée, République de Moldavie, Roumanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Espagne, Sri Lanka, Suède, Suisse, République arabe syrienne, Tadjikistan, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, États-Unis d'Amérique, Ouzbékistan, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire 2021 de la GCNF, parrainée par l'USDA	GCNF 2021	14	Antigua-et-Barbuda, Argentine, Barbade, Brunéi Darussalam, Émirats arabes unis, Grenade, Guyana, Hongrie, Italie, Kiribati, Panama, Portugal, Soudan, Thaïlande.
Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire 2019 de la GCNF, parrainée par l'USDA	GCNF 2019	2	Comores, Indonésie.
Estimations	Est.	16	Albanie, Bahreïn, Bélarus, Bermudes, République populaire démocratique de Corée, Fidji, Koweït, Nauru, Porto Rico, Qatar, Arabie saoudite, Serbie, Seychelles, Singapour, Tonga, Venezuela (République bolivarienne du).
Estimations du PAM	WFP Est.	7	Bolivie (État plurinational de), Égypte, Iran (République islamique d'), Liban, Pakistan, Philippines, Somalie.
Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013	SOSF 2013	2	Australie, Hong Kong (Région administrative spéciale de Chine).
Banque mondiale, State of Social Safety Nets 2018	SSSN	2	État de Palestine, Türkiye.
Programme Smart School Meals 2017 du PAM	SSM	2	Nicaragua, Paraguay.
Rapports annuels par pays 2024 du PAM	WFP ACR	3	Algérie, Tchad, Libye.

A1.2 Limitations

Bien que l'ensemble de données contenu dans la présente publication ne repose que sur des sources fiables, il présente certaines limites. La multiplicité des sources se traduit par des différences méthodologiques : certaines sources rendent compte de tous les enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire dans un pays donné, tandis que dans d'autres, seuls les enfants du primaire sont pris en compte.

Une autre limite est la quantité d'indicateurs fournis par chaque source : le nombre d'enfants est fourni dans toutes les sources, mais les données de portée, les données de financement et d'autres indicateurs n'étaient disponibles que pour un ensemble plus limité de pays. Les analyses contenues dans la présente publication spécifient systématiquement la taille de l'échantillon disponible pour chaque indicateur.

Par ailleurs, les données disponibles ne permettent pas de confirmer avec précision combien de repas par jour ou par semaine les enfants ont reçus, ni la nature exacte du repas (par exemple, une collation ou un repas complet).

L'écart entre les années de référence est une troisième limite de l'ensemble de données contenu dans la présente publication. Alors que certaines sources ont été publiées moins d'un an avant le présent rapport, d'autres sont plus anciennes ou se rapportent à des années scolaires antérieures.

Comme pour la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*, afin de fournir une image complète des programmes d'alimentation scolaire dans le monde, cette publication combine des données nationales couvrant presque une décennie. Cette approche a été utilisée dans des rapports similaires, tels que le rapport *Situation des filets de protection sociale 2018* de la Banque mondiale, et offre un niveau de confiance satisfaisant pour une majorité de pays et pour les analyses et tendances transnationales. Son principal avantage est sa portée, puisqu'elle permet de maximiser le nombre de pays pour lesquels une donnée est disponible. Toutefois, l'exactitude potentiellement moindre de certaines données plus anciennes demeure une limite importante.

Enfin, en plus de l'étalement des données sur près de dix ans, l'année de référence utilisée pour calculer la couverture peut parfois ne pas correspondre entre le numérateur et le dénominateur (par exemple, les données sur le nombre d'enfants nourris dans les écoles primaires peuvent être disponibles, tandis que les données les plus récentes sur le nombre d'élèves inscrits dans le primaire pour ce pays peuvent remonter à l'année précédente).

A1.3 Enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire

Le nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire présenté dans cette publication correspond au total des enfants recevant une alimentation scolaire dans un pays donné.

Alors que la majorité des enfants recevant une alimentation scolaire sont pris en charge dans le cadre d'un programme d'alimentation scolaire dirigé et financé par le gouvernement, certains pays ont opté pour des programmes gérés localement et/ou financés en partie par des contributions des parents. Conformément à l'approche adoptée dans *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*, les bénéficiaires de l'alimentation scolaire doivent être compris comme « les enfants recevant des repas ou une autre forme de nourriture à l'école » (et non comme « les enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire gratuite et financée par le gouvernement »).

Lorsqu'il existe plusieurs programmes d'alimentation scolaire dans un même pays, le chiffre présenté dans cette publication correspond au nombre total de bénéficiaires individuels, déductions faites d'éventuels chevauchements. Cette opération est généralement réalisée par les fournisseurs de données mentionnés à la section A2.1 de l'annexe II, et le total net correspond au chiffre déclaré par chacune de ces sources, mais il a été vérifié dans le cadre du processus de consolidation des données. Comme pour l'édition 2022, même dans ce rapport, trois configurations possibles ont été trouvées, comme décrit dans le tableau A2.3 ci-dessous.

Tableau A1.2

Configurations possibles des programmes d'alimentation scolaire aux fins du calcul du nombre total net d'enfants recevant une alimentation scolaire

Situation	Calcul du nombre total net d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	
1	Le pays ne compte qu'un seul programme d'alimentation scolaire	Le nombre total d'enfants bénéficiaires de l'alimentation scolaire correspond au nombre d'enfants bénéficiant de ce programme.
2	Le pays compte deux programmes d'alimentation scolaire ou plus	Les programmes se chevauchent : certains (ou tous) les enfants bénéficient des deux programmes. Le nombre de bénéficiaires ne s'additionne donc pas. Selon le cas, la taille du plus grand programme peut correspondre au total net.
3	Le pays compte deux programmes d'alimentation scolaire ou plus	Les programmes ne se chevauchent pas : chaque programme bénéficie à un groupe d'enfants distinct. Les nombres d'enfants s'additionnent : le total net correspond à la somme des bénéficiaires des différents programmes.

A1.4 Couverture

La couverture de l'alimentation scolaire dans un pays i (C_i) est définie comme le nombre d'enfants recevant des repas scolaires dans les écoles primaires au cours d'une année donnée (B_i) divisé par le nombre total d'enfants inscrits dans les écoles primaires la même année (P_i).

Le résultat est multiplié par 100 pour exprimer la couverture en pourcentage :

$$C_i = \frac{B_i}{P_i} * 100$$

Description des variables :

B_i : nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire dans l'enseignement primaire du pays i , pour une année donnée.

P_i : nombre total d'enfants inscrits dans l'enseignement primaire du pays i , pour la même année.

C_i : taux de couverture de l'alimentation scolaire dans l'enseignement primaire du pays.

Formule d'agrégation :

La formule suivante peut être appliquée pour calculer la couverture agrégée pour un groupe de pays x , tel qu'un groupe de revenu. Le résultat est multiplié par 100 pour exprimer la couverture en pourcentage :

$$C_x = \frac{\sum B_{i,x}}{\sum P_{i,x}} * 100$$

Pour chaque groupe de pays x , le nombre total d'enfants recevant une alimentation scolaire $\sum B_{i,x}$ est divisé par le nombre total d'enfants inscrits $\sum P_{i,x}$.

Interprétation :

- Les estimations de couverture varient entre 0 et 100 %.
- Une valeur élevée de l'indicateur indique qu'un nombre plus important d'enfants inscrits dans l'enseignement primaire bénéficient de l'alimentation scolaire à l'école.

A1.4.1 Couverture de l'alimentation scolaire dans les écoles publiques

L'intégration d'un indicateur de couverture de l'alimentation scolaire dans le cadre de l'ODD 4 constitue une avancée majeure, comblant une lacune de longue date dans les systèmes de suivi mondiaux, en permettant le suivi de la portée des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle internationale. Pour la première fois, la communauté internationale peut s'appuyer sur une estimation normalisée et comparable à l'échelle mondiale de la proportion d'enfants d'âge scolaire primaire recevant des repas scolaires. Bien que cette approche garantisse une cohérence entre les pays, des analyses complémentaires permettent d'apporter une compréhension plus nuancée de la couverture et de ses implications en matière de politiques publiques.

Dans cette annexe, nous proposons une première analyse complémentaire pour un échantillon de pays, qui sera élargie dans les prochaines publications. Cette annexe présente un nouveau calcul de la couverture afin d'estimer l'ampleur des programmes gouvernementaux dans le seul système d'enseignement public. Cette analyse complémentaire repose sur le fait que, dans de nombreux pays, les politiques et programmes d'alimentation scolaire ainsi que les ressources allouées concernent uniquement les écoles publiques. Par ailleurs, il convient de noter l'absence de données sur la fourniture de l'alimentation scolaire dans les écoles privées.

L'analyse s'appuie sur les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO concernant la part des inscriptions dans les établissements primaires privés. Ces données permettent d'estimer les effectifs d'élèves inscrits dans les écoles publiques et de calculer une couverture ajustée pour le secteur public selon la formule suivante :

$$\text{Couverture dans les écoles publiques (\%)} = \frac{\text{Nombre d'enfants du primaire recevant des repas}}{\text{Inscription totale dans l'enseignement primaire} \times (1 - \text{Part des inscriptions dans l'enseignement primaire dans les établissements privés})} * 100$$

Le tableau A1.3 présente les estimations de la couverture de l'alimentation scolaire dans les écoles publiques pour certains pays de la région Amérique latine et Caraïbes (ALC) pour lesquels des données pertinentes étaient disponibles. Cette analyse complémentaire repose sur l'hypothèse que les chiffres déclarés par les gouvernements pour l'alimentation scolaire dans les pays de l'échantillon du tableau A1.3 ne concernent que les écoles publiques, tandis que les données sur les inscriptions incluent à la fois les établissements publics et privés.

Tableau A1.3

Estimations de la couverture dans les écoles publiques (pays sélectionnés de la région Amérique latine et Caraïbes)

	Nombre total d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire (tous niveaux)	Nombre total d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire (primaire)	Inscriptions (primaire) – UNESCO	Part des inscriptions dans des établissements primaires privés	Inscriptions (primaire) – public	Couverture (primaire) – méthodologie des ODD	Couverture dans les écoles publiques (primaire)
État plurinational de Bolivie	2 619 090	1 233 764	1 394 417	9,83 %	1 257 346	88 %	98 %
Chili	1 568 394	977 820	1 545 104	62,94 %	572 616	63 %	100 %
Colombie	5 904 785	2 826 401	4 140 463	19,32 %	3 340 526	68 %	85 %
République dominicaine	1 648 304	873 601	1 155 182	19,38 %	931 308	76 %	94 %
Guatemala	2 654 521	2 079 759	2 414 945	11,21 %	2 144 230	86 %	97 %
Honduras	1 218 072	1 039 026	1 074 043	11,69 %	948 487	97 %	100 %
Pérou	4 243 054	2 708 077	3 819 011	25,56 %	2 842 872	71 %	95 %

Cette méthode complète l'indicateur de l'ODD 4 en offrant aux gouvernements et à leurs partenaires un angle supplémentaire pour évaluer les progrès nationaux vers une couverture universelle de l'alimentation scolaire. Bien que cette analyse porte actuellement sur certains pays de la région Amérique latine et Caraïbes, elle constitue une première étape, avec pour objectif de l'étendre à d'autres régions du monde à mesure que les données seront disponibles.

Encadré A1.1

Classification des pays par niveau de revenu

La présente publication suit la classification de la Banque mondiale des pays par groupes de revenu. La classification retenue ici est celle de l'« exercice 2025 », fondée sur le revenu national brut (RNB) par habitant en 2023 (*méthode Atlas*), et calculée comme suit :

Catégorie de revenu	Seuils de RNB par habitant
Pays à faible revenu	1 145 dollars américains ou moins
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	entre 1 146 et 4 515 dollars américains
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	entre 4 516 et 14 005 dollars américains
Pays à revenu élevé	au-dessus de 14 005 dollars américains

La liste complète des pays inclus dans chacun de ces groupes de revenu est disponible sur [le site web de la Banque mondiale](#) et figure à l'Annexe II de la présente publication.

À NOTER : Plusieurs pays ont modifié leur classification en fonction du niveau de revenu par rapport à l'édition précédente. Ces pays sont les suivants :

- Samoa américaines : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Bénin : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- Bulgarie : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Guinée : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- Guyane : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Haïti : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- Indonésie : d'intermédiaire de la tranche inférieure à intermédiaire de la tranche supérieure
- Jordanie : d'intermédiaire de la tranche supérieure à intermédiaire de la tranche inférieure
- Liban : d'intermédiaire de la tranche supérieure à intermédiaire de la tranche inférieure
- Mongolie : d'intermédiaire de la tranche inférieure à intermédiaire de la tranche supérieure
- Nauru : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé

- Népal : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- République de Moldova : d'intermédiaire de la tranche inférieure à intermédiaire de la tranche supérieure
- Roumanie : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Fédération de Russie : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Samoa : d'intermédiaire de la tranche supérieure à intermédiaire de la tranche inférieure
- Sri Lanka : d'intermédiaire de la tranche supérieure à intermédiaire de la tranche inférieure
- Soudan : d'intermédiaire de la tranche inférieure à faible
- Tadjikistan : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- Ukraine : d'intermédiaire de la tranche inférieure à intermédiaire de la tranche supérieure
- République-Unie de Tanzanie : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- Venezuela : d'intermédiaire de la tranche supérieure à aucune classification.

Toutes les comparaisons fondées sur le revenu dans le présent rapport utilisent la classification par niveau de revenu de la Banque mondiale pour l'exercice 2025. Cela signifie que si la catégorie de revenu d'un pays a changé depuis l'édition précédente, il est analysé ici en fonction de la classification de la Banque mondiale pour l'exercice 2025.

Enfin, le Venezuela est exclu de toutes les analyses ventilées par niveau de revenu, car il ne dispose plus de classification officielle depuis l'exercice 2022.

A1.5 Investissement financier annuel dans l'alimentation scolaire

Les calculs relatifs à l'investissement financier annuel dans l'alimentation scolaire sont présentés dans le tableau A1.4. L'investissement est défini comme le budget total alloué à l'alimentation scolaire, ou une estimation de ce budget. Les informations sur les investissements des pays dans l'alimentation scolaire ne sont pas disponibles pour tous les pays, mais les données disponibles sont présentées dans la présente publication. Seuls les pays disposant d'un programme d'alimentation scolaire ont été inclus dans l'estimation de l'investissement.

Tableau A1. 4

Quatre estimations de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire

Source	Nombre de pays	Nombre d'enfants	Valeur de l'investissement	Investissement mondial estimé (en dollars américains)
Coût réel rapporté uniquement	116	289,5 millions	Budget alloué	65,6 milliards
Estimations dérivées des coûts rapportés	116	289,5 millions	Coût moyen par groupe de revenus	65,6 milliards
Coût réel rapporté + estimations pour les autres pays	173	463,5 millions	Budget alloué pour 116 pays disposant de données ; coût moyen par groupe de revenu pour les 57 autres pays	84 milliards
Estimations (tous les pays)	173	463,5 millions	Coût moyen par groupe de revenus	84 milliards

Les méthodes suivantes ont été utilisées pour estimer l'investissement mondial dans les programmes d'alimentation scolaire, comme indiqué dans le tableau A1.4 :

- (1) Investissement mondial rapporté : **65,6 milliards de dollars américains**
Échantillon : **116 pays**

La première méthode, qui aboutit à un chiffre de 65,6 milliards de dollars américains, est fondée sur les budgets nationaux déclarés. Selon cette approche, l'investissement global $M_{(1)}$ est la somme de tous les budgets nationaux rapportés (G_i) dans ces 116 pays pour lesquels des données étaient disponibles :

$$M_{(1)} = \sum_{i=1}^{116} G_i$$

(2) Investissement mondial estimé : **65,6 milliards de dollars américains**
Échantillon : **116 pays**

La deuxième approche, qui a abouti à un chiffre de 65,6 milliards de dollars américains, est une estimation alternative à la première, pour le même échantillon de pays. Au lieu d'utiliser les chiffres budgétaires rapportés, l'investissement total $M_{(2)}$ a été estimé comme le coût moyen (AC) total du groupe de revenu (x) multiplié par le nombre de bénéficiaires (B) dans le pays (i) dans l'ensemble des 116 pays :

$$M_{(2)} = \sum_{x=1}^{116} (AC_x \times B_i)$$

Le tableau A2.5 présente le coût moyen par groupe de revenu utilisé pour ce calcul.

Tableau A1.5

Coût moyen par groupe de revenu utilisé pour estimer l'investissement mondial

Catégorie de revenu	Coût moyen utilisé pour les estimations
Pays à faible revenu	22,09 dollars américains
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	23,89 dollars américains
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	84,18 dollars américains
Pays à revenu élevé	665,76 dollars américains

(3) Investissement mondial estimé : **84 milliards de dollars américains**
Échantillon : **173 pays**

La troisième méthode, qui a abouti à une estimation de 84 milliards de dollars américains, combine les deux méthodes précédemment décrites et les applique à un échantillon plus large, incluant à la fois les pays disposant de données sur les investissements (n = 116) et ceux n'en disposant pas, mais pour lesquels on connaît le nombre de bénéficiaires.

Aux 65,6 milliards de dollars estimés selon la méthode (1), s'ajoute une estimation selon la méthode (2) pour 57 pays supplémentaires qui disposent d'un programme national d'alimentation scolaire mais pour lesquels aucune donnée budgétaire n'est disponible. Le nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire, tel que rapporté dans cette publication, a été multiplié pour chaque pays par le coût moyen total correspondant à son groupe de revenu (tableau A2.5). Les valeurs ainsi obtenues ont été additionnées pour l'ensemble des 57 pays, puis ajoutées à l'estimation obtenue selon la méthode 1 ($M_{(1)}$). Le calcul complet correspondant à la méthode 3 ($M_{(3)}$) est décrit comme suit :

$$M_{(3)} = M_{(1)} + \sum_{i=1}^{57} (AC_x \times B_i)$$

(4) Investissement mondial estimé : **84 milliards de dollars américains**
Échantillon : **173 pays**

La quatrième méthode ($M_{(4)}$), qui donne également une estimation de 84 milliards de dollars américains, reprend la méthode 2, mais cette fois en l'appliquant à l'ensemble des 173 pays pour lesquels des données sont disponibles sur le nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire. Comme décrit ci-dessus, le nombre d'enfants, tel que rapporté dans la présente publication, a été multiplié par le coût moyen total par groupe de revenu pour chaque pays, et ces valeurs ont été additionnées pour l'ensemble des 173 pays. Ce calcul peut être résumé par l'équation ci-dessous :

$$M_{(4)} = \sum_{i=1}^{173} (AC_x \times B_i)$$

Annexe II

Afin de permettre la comparabilité entre les pays, les estimations de la couverture présentées dans cette annexe suivent la méthodologie de l'ODD 4, qui se base sur le nombre total d'inscriptions dans les écoles primaires (publiques et privées). Cependant, certains pays peuvent afficher des taux de couverture plus élevés dans les écoles publiques, voire une couverture universelle, comme le montre l'annexe A1.4.1 pour certains pays d'Amérique latine.

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Afghanistan	L	2018	1,341,812	Est		2018	1,341,812	Est		2022	911,741	GCNF 2024	
Albanie	UM	2018	99,041	Est		2018	99,041	Est		2018	99,041	Est	
Algérie**	UM	2019	39,632	WFP ACR	1%	2019	39,632	WFP ACR	1%	2023	40,196	WFP ACR	
Samoa américaines	H												
Andorre	H					2020-2021	1,334	GCNF 2021	13%	2022-2023	1,345	GCNF 2024	13%
Angola	LM	2017	1,516,133	AUSSF	27%	2017	1,516,133	AUSSF	27%	2022-2023	1,890,610	GCNF 2024	33%*
Antigua-et-Barbuda	H	2018	8,560	Est		2020-2021	6,951	GCNF 2021	68%	2020-2021	6,951	GCNF 2021	
Argentine	UM	2015	1,687,785	SSSN	36%	2020	2,810,772	GCNF 2021	44%	2020	2,810,772	GCNF 2021	
Arménie	UM	2018	103,101	Est	65%	2020-2021	105,630	GCNF 2021	66%	2022-2023	116,262	GCNF 2024	65%
Aruba	H												
Australie	H	2012	4,800	SOSF 2013	0%	2012	4,800	SOSF 2013	0%	2012	4,800	SOSF 2013	
Autriche	H					2020-2021	475,738	GCNF 2021	59%	2022-2023	476,801	GCNF 2024	60%*

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Azerbaïdjan	UM												
Bahamas	H				2020-2021	6,000	GCNF 2021	12%	2022-2023	6,673	GCNF 2024	18%	
Bahreïn	H	2018	96,300	Est					2018	96,300	Est		
Bangladesh	LM	2018	2,964,528	Est	15%	2020	2,971,370	GCNF 2021	15%	2022	2,947,899	GCNF 2024	14%
Barbade	H	2018	17,097	Est		2020-2021	25,645	GCNF 2021	100%	2020-2021	25,645	GCNF 2021	
Biélorussie	UM	2018	247,949	Est		2018	247,949	Est	2018	247,949	Est		
Belgique	H					2020-2021	287,151	GCNF 2021	23%	2022-2023	486,479	GCNF 2024	39%*
Belize	UM	2018	29,426	Est		2020-2021	0	GCNF 2021		2024	7,633	OS	11%*
Bénin	LM	2018	460,063	Est	21%	2020-2021	835,453	GCNF 2021	38%	2022-2023	1,267,366	GCNF 2024	52%*
Bermudes	H	2018	3,507	Est		2018	3,507	Est	2018	3,507	Est		
Bhoutan	LM	2018	74,726	GCNF 2019	19%	2021	101,762	GCNF 2021	33%	2022	98,133	GCNF 2024	38%
Bolivie (État plurinational de)	LM	2013	2,383,408	SSM	100%	2013	2,383,408	SSM	100%	2024	2,619,090	WFP Est	88%*
Bosnie-Herzégovine	UM	2018	92,386	Est		2020-2021	27,698	GCNF 2021		2022-2023	66,262	GCNF 2024	19%
Botswana	UM	2018	358,854	GCNF 2019	100%	2020	569,514	GCNF 2021	100%	2022	364,859	GCNF 2024	96%
Brésil	UM	2019	40,197,071	OS	100%	2020	40,200,000	Est	100%	2024	38,531,387	OS	100%*
Îles Vierges britanniques	H												
Brunei Darussalam	H					2021	34,669	GCNF 2021	73%	2021	34,669	GCNF 2021	
Bulgarie	H	2018	151,852	Est		2020-2021	432,749	GCNF 2021	93%	2022-2023	420,993	GCNF 2024	97%*

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Burkina Faso	L	2018	3,863,926	Est	100%	2020-2021	3,689,774	GCNF 2021	100%	2022-2023	4,449,106	GCNF 2024	100%
Burundi	L	2019	613,452	WFP ACR	28%	2020-2021	520,613	GCNF 2021	23%	2022-2023	743,570	GCNF 2024	
Cap-Vert	LM	2015	3,168	SSSN	5%	2020-2021	85,117	GCNF 2021	100%	2022-2023	90,754	GCNF 2024	
Cambodge	LM	2019	281,385	WFP ACR	13%	2020-2021	277,881	GCNF 2021	12%	2022-2023	299,366	GCNF 2024	12%
Cameroun	LM	2018	18,315	GCNF 2019	0%	2020-2021	195,042	GCNF 2021	4%	2022-2023	174,408	GCNF 2024	3%
Canada	H	2012	292,645	SOSF 2013	12%	2012	292,645	SOSF 2013	12%	2022-2023	1,173,731	GCNF 2024	
Îles Caimans	H												
République centrafricaine	L	2019	241,957	WFP ACR	30%	2020-2021	215,411	GCNF 2021	26%	2022-2023	173,212	GCNF 2024	
Tchad	L	2019	138,078	WFP ACR	6%	2020-2021	122,251	GCNF 2021	5%	2023	342,000	WFP ACR	8%
Îles Chanel	H												
Chili	H	2015	1,828,556	SSSN	100%	2020	2,029,882	GCNF 2021	100%	2022	1,568,394	GCNF 2024	63%
Chine	UM	2019	40,000,000	OS	39%	2020-2021	37,000,000	GCNF 2021	25%	2023	34,570,000	OS	22%
Chine, la région administrative spéciale de Hong Kong	H	2008	243,984	SOSF 2013	67%	2008	243,984	SOSF 2013	67%	2008	243,984	SOSF 2013	
Chine, la région administrative spéciale de Macao	H												

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Chine, Taiwan, province de Chine	H												
Colombie	UM	2018	5,387,504	Est	63%	2018	5,387,504	Est	65%	2023	5,904,785	OS	68%*
Comores	LM												
Congo	LM	2019	141,961	WFP ACR		2020- 2021	142,450	GCNF 2021		2022- 2023	178,219	GCNF 2024	20%
Costa Rica	UM	2014	691,294	SSSN	100%	2014	691,294	SSSN	100%	2022	830,688	GCNF 2024	100%
Côte d'Ivoire	LM	2018	976,443	Est	25%	2020- 2021	1,024,401	GCNF 2021	25%	2022- 2023	977,631	GCNF 2024	21%
Croatie	H	2012	151,514	SOSF 2013	93%	2020- 2021	405,136	GCNF 2021	100%	2022- 2023	422,728	GCNF 2024	100%*
Cuba	UM	2015	827,070	SSM	100%	2015	827,070	SSM	100%	2024- 2025	849,274	OS	
Curaçao	H												
Chypre	H	2019	14,717	Est	14%	2020- 2021	13,263	GCNF 2021	10%	2022- 2023	14,502	GCNF 2024	11%*
Tchéquie	H	2019	1,351,000	Est	100%	2020- 2021	1,444,077	GCNF 2021	100%	2022- 2023	1,243,429	GCNF 2024	92%*
République populaire démocratique de Corée	L	2018	318,168	Est		2018	318,168	Est		2018	318,168	Est	
République démocratique du Congo	L	2019	124,485	WFP ACR	1%	2020- 2021	165,000	GCNF 2021	1%	2022- 2023	222,800	GCNF 2024	1%
Danemark	H												
Djibouti	LM	2019	19,590	WFP ACR	29%	2019	19,590	WFP ACR	28%	2022- 2023	24,590	GCNF 2024	23%
Dominique	UM	2018	4,245	Est		2018	4,245	Est		2022- 2023	3,442	GCNF 2024	36%
République dominicaine	UM	2016	1,739,355	SSM	100%	2016	1,739,355	SSM	100%	2022	1,648,304	GCNF 2024	76%

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Équateur	UM	2015	2,873,148	SSM	100%	2020-2021	2,941,952	GCNF 2021	84%	2023	2,862,662	OS	98%
Égypte	LM	2018	11,201,245	Est	77%	2018	11,201,245	Est	73%	2024	13,700,000	WFP Est	85%*
El Salvador	UM												
Guinée équatoriale	UM												
Érythrée	L												
Estonie	H	2018	72,402	Est		2020-2021	221,479	GCNF 2021	99%	2022-2023	233,774	GCNF 2024	100%*
Eswatini	LM	2018	365,089	GCNF 2019	100%	2020	379,336	GCNF 2021	100%	2022	353,546	GCNF 2024	
Éthiopie	L	2018	2,539,286	GCNF 2019	16%	2020-2021	1,676,452	GCNF 2021	8%	2022-2023	6,911,733	GCNF 2024	44%
Îles Féroé	H												
Fidji	UM	2018	40,078	Est	19%	2018	40,078	Est	18%	2018	40,078	Est	
Finlande	H	2018	840,000	Est	99%	2020-2021	920,700	GCNF 2021	100%	2022-2023	1,056,288	GCNF 2024	99%*
France	H	2015	6,000,000	OS	70%	2020-2021	9,294,500	GCNF 2021	76%	2022-2023	9,563,276	GCNF 2024	87%*
Polynésie française	H												
Gabon	UM												
Gambie	L	2018	165,422	GCNF 2019	41%	2020-2021	261,231	GCNF 2021	47%	2022-2023	268,514	GCNF 2024	47%
Géorgie	UM												
Allemagne	H												
Ghana	LM	2017	1,700,000	AUSSF	39%	2020-2021	3,448,065	GCNF 2021	55%	2022	3,600,000	GCNF 2024	76%
Gibraltar	H												
Grèce	H	2018	6,130	Est	0%	2020-2021	4,870	GCNF 2021	0%	2022-2023	157,181	GCNF 2024	26%*

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Groenland	H												
Grenade	UM	2012	7,051	SSSN	53%	2020-2021	6,000	GCNF 2021	53%	2020-2021	6,000	GCNF 2021	
Guam	H												
Guatemala	UM	2018	2,459,053	Est	84%	2020	2,526,650	GCNF 2021	87%	2022	2,654,521	GCNF 2024	86%
Guinée	LM	2018	374,885	Est		2020-2021	218,714	GCNF 2021	10%	2022-2023	172,527	GCNF 2024	
Guinée-Bissau	L	2019	178,083	WFP ACR		2020-2021	224,986	GCNF 2021		2022-2023	267,799	GCNF 2024	
Guyane	H	2019	13,539	GCNF 2019		2020-2021	81,712	GCNF 2021		2020-2021	81,712	GCNF 2021	
Haiti	LM	2016	876,000	SSM		2020-2021	857,350	GCNF 2021		2022-2023	1,130,978	GCNF 2024	
Honduras	LM	2018	1,300,000	Est	80%	2020	1,256,227	GCNF 2021	100%	2022-2023	1,218,072	GCNF 2024	97%
Hongrie	H	2019	1,004,376	Est	100%	2020-2021	989,550	GCNF 2021	100%	2020-2021	989,550	GCNF 2021	
Islande	H					2020-2021	83,845	GCNF 2021	100%	2024	66,592	OS	
Inde	LM	2019	90,414,539	OS	63%	2020-2021	106,000,000	Est	55%	2023	118,000,000	OS	
Indonésie	UM	2018	100,136	GCNF 2019	0%	2018	100,136	GCNF 2019	0%	2018	100,136	GCNF 2019	
Iran (République islamique d')	UM	2012	2,812	SOSF 2013	0%	2012	2,812	SOSF 2013	0%	2024	8,727	WFP Est	
Irak	UM	2019	633,351	Est		2020-2021	350,000	GCNF 2021		2022-2023	450,000	GCNF 2024	
Irlande	H	2008	91,152	SOSF 2013	16%	2020-2021	219,487	GCNF 2021	26%	2022-2023	261,005	GCNF 2024	30%*
Île de Man	H												
Israël	H	2018	775,557	Est		2020-2021	448,530	GCNF 2021	18%	2022-2023	481,813	GCNF 2024	24%*

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Italie	H	2018	2,454,385	Est		2020-2021	1,402,235	GCNF 2021	21%	2020-2021	1,402,235	GCNF 2021	
Jamaïque	UM	2012	311,000	SOSF 2013	100%	2020-2021	131,663	GCNF 2021	33%	2022-2023	103,879	GCNF 2024	21%
Japon	H	2018	8,863,908	OS	96%	2018	8,863,908	OS	96%	2022-2023	9,258,701	GCNF 2024	99%*
Jordanie	LM	2019	419,327	WFP ACR	37%	2019	419,327	WFP ACR	37%	2022-2023	490,000	GCNF 2024	40%
Kazakhstan	UM	2019	3,058,747	GCNF 2019	95%	2020-2021	3,058,747	GCNF 2021	88%	2022-2023	2,470,282	GCNF 2024	68%
Kenya	LM	2018	1,754,000	Est	21%	2020-2021	1,800,000	GCNF 2021	22%	2024	2,600,000	OS	
Kiribati	LM					2020	3,000	GCNF 2021		2020	3,000	GCNF 2021	
Kosovo	UM												
Koweït	H	2018	236,744	Est		2018	236,744	Est	85%	2018	236,744	Est	
Kirghizistan	LM	2018	595,000	GCNF 2019	100%	2020-2021	66,443	GCNF 2021	12%	2022-2023	545,114	GCNF 2024	89%
République démocratique populaire lao	LM	2018	195,546	Est	21%	2020-2021	183,529	GCNF 2021	21%	2022-2023	240,000	GCNF 2024	28%
Lettonie	H	2018	102,751	Est		2020-2021	264,551	GCNF 2021	100%	2022-2023	276,963	GCNF 2024	100%*
Liban	LM	2019	31,929	WFP ACR	6%	2019	31,929	WFP ACR	6%	2024	126,329	WFP Est	
Lesotho	LM	2018	386,923	Est	90%	2020	363,461	GCNF 2021	85%	2022	302,983	GCNF 2024	80%
Libéria	L	2019	287,456	Est	24%	2020-2021	278,043	GCNF 2021	26%	2022-2023	517,076	GCNF 2024	47%*
Libye	UM	2019	20,754	WFP ACR		2020-2021	18,000	GCNF 2021		2023	61,709	WFP ACR	
Liechtenstein	H												
Lituanie	H	2016	635,500	SSSN	100%	2020-2021	317,087	GCNF 2021	100%	2022-2023	251,748	GCNF 2024	100%*

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Luxembourg	H	2018	31,671	Est		2020-2021	104,702	GCNF 2021	99%	2022-2023	109,323	GCNF 2024	97%*
Madagascar	L	2018	567,763	Est	12%	2020-2021	366,693	GCNF 2021	8%	2022-2023	1,074,166	GCNF 2024	18%
Malawi	L	2018	2,936,455	Est	65%	2021	2,803,891	Est	60%	2022-2023	2,607,267	GCNF 2024	48%
Malaisie	UM	2018	500,000	GCNF 2019	16%	2020	1,022,628	GCNF 2021	15%	2022	1,008,794	GCNF 2024	25%
Maldives	UM												
Mali	L	2018	514,842	GCNF 2019	19%	2020-2021	581,014	GCNF 2021	20%	2022-2023	658,172	GCNF 2024	19%
Malte	H	2018	21,291	Est		2020-2021	21,162	GCNF 2021	79%	2022-2023	9,370	GCNF 2024	35%*
Îles Marshall	UM	2018	4,603	Est		2018	4,603	Est		2022-2023	12,282	GCNF 2024	100%*
Mauritanie	LM	2019	51,917	WFP ACR	8%	2020-2021	172,905	GCNF 2021	26%	2022-2023	322,884	GCNF 2024	37%
Maurice	UM	2011	75,000	SSSN	84%	2011	75,000	SSSN	91%	2024	70,332	OS	79%*
Mexique	UM	2015	6,357,712	SSM	45%	2020-2021	6,518,168	GCNF 2021	47%	2022-2023	6,117,617	OS	29%*
Micronésie (États fédérés de)	LM												
Monaco	H					2020-2021	6,071	GCNF 2021	99%	2022-2023	4,220	GCNF 2024	66%
Mongolie	UM	2018	309,355	GCNF 2019	99%	2020-2021	371,480	GCNF 2021	100%	2022-2023	382,002	GCNF 2024	100%
Monténégro	UM												
Maroc	LM	2014	1,267,109	SSSN	29%	2014	1,267,109	SSSN	28%	2022-2023	1,442,797	GCNF 2024	26%
Mozambique	L	2019	200,302	WFP ACR	3%	2021	304,819	GCNF 2021	4%	2022	554,962	GCNF 2024	7%
Myanmar	LM	2019	353,144	WFP ACR	7%	2019	353,144	WFP ACR	7%	2022-2023	1,500,000	GCNF 2024	
Namibie	UM	2018	365,854	GCNF 2019	75%	2020	398,100	GCNF 2021	67%	2022-2023	518,829	GCNF 2024	84%*

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Nauru	H	2018	3,233	Est	100%	2018	3,233	Est	100%	2018	3,233	Est	
Népal	LM	2018	636,000	Est	12%	2020-2021	3,240,128	GCNF 2021	76%	2022-2023	4,819,028	GCNF 2024	100%
Pays-Bas (Royaume des)	H					2020-2021	476,143	GCNF 2021	41%	2022-2023	514,980	GCNF 2024	40%*
Nouvelle-Calédonie	H												
Nouvelle-Zélande	H					2020	42,000	GCNF 2021	11%	2022	226,100	GCNF 2024	40%
Nicaragua	LM	2015	1,200,000	SSM		2015	1,200,000	SSM		2015	1,200,000	SSM	
Niger	L	2018	193,301	GCNF 2019	5%	2020-2021	612,713	GCNF 2021	17%	2022-2023	597,387	GCNF 2024	16%
Nigeria	LM	2019	9,829,603	GCNF 2019	38%	2020-2021	9,887,000	GCNF 2021	39%	2022-2023	9,990,862	GCNF 2024	
Macédoine du Nord	UM					2020-2021	42,233	GCNF 2021	12%	2022-2023	48,865	GCNF 2024	12%*
Îles Mariannes du Nord	H												
Norvège	H												
Oman	H												
Pakistan	LM	2018	10,405,277	Est		2018	10,405,277	Est		2024	10,041,132	WFP Est	
Palau	H	2019	2,264	GCNF 2019	100%	2020-2021	2,259	GCNF 2021	100%	2022-2023	2,216	GCNF 2024	100%
Panama	H	2018	463,172	Est	95%	2020	385,340	GCNF 2021	71%	2020	385,340	GCNF 2021	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	LM												
Paraguay	UM	2014	1,085,942	SSM	100%	2014	1,085,942	SSM	100%	2014	1,085,942	SSM	
Pérou	UM	2015	2,398,480	SSSN	67%	2020	4,199,532	GCNF 2021	71%	2022	4,243,054	GCNF 2024	71%

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Philippines	LM	2019	2,299,766	Est	16%	2020-2021	3,526,589	GCNF 2021	27%	2022-2023	3,651,028	WFP Est	28%
Pologne	H	2011	730,000	SSSN	32%	2020-2021	1,826,050	GCNF 2021	75%	2022-2023	1,951,891	GCNF 2024	100%*
Portugal	H	2018	1,317,306	GCNF 2019	100%	2020-2021	1,135,742	GCNF 2021	50%	2020-2021	1,135,742	GCNF 2021	
Porto Rico	H	2018	192,425	Est		2018	192,425	Est		2018	192,425	Est	
Qatar	H	2018	130,152	Est		2018	130,152	Est		2018	130,152	Est	
République de Corée	H									2022-2023	6,307,298	GCNF 2024	100%*
République de Moldavie	UM	2018	305,300	Est	98%	2018	305,300	Est	99%	2022-2023	271,820	GCNF 2024	99%
Roumanie	H					2020-2021	1,905,735	GCNF 2021	96%	2022-2023	1,672,561	GCNF 2024	88%*
Fédération de Russie	H	2019	8,286,908	OS	100%	2020	13,957,969	OS	100%	2023	18,049,000	OS	96%
Rwanda	L	2018	724,059	OS	7%	2018	724,059	OS	7%	2022-2023	3,908,597	OS	92%
Saint-Kitts-et-Nevis	H	2018	4,610	Est		2020-2021	3,406	GCNF 2021	56%	2022-2023	4,077	GCNF 2024	
Sainte-Lucie	UM	2019	6,824	GCNF 2019	41%	2020-2021	7,700	GCNF 2021	45%	2022-2023	8,157	GCNF 2024	49%
Saint-Martin (partie française)	H												
Saint-Vincent-et-les Grenadines	UM	2018	7,650	Est		2020-2021	10,231	GCNF 2021	59%	2022-2023	7,500	GCNF 2024	62%
Samoa	LM												
Saint-Marin	H					2020-2021	2,431	GCNF 2021	97%	2022-2023	2,191	GCNF 2024	100%
Sao Tomé-et-Principe	LM	2018	46,766	GCNF 2019	99%	2020-2021	47,550	GCNF 2021	100%	2022-2023	48,763	GCNF 2024	
Arabie saoudite	H	2018	2,789,606	Est		2018	2,789,606	Est		2018	2,789,606	Est	

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Sénégal	LM	2018	587,810	Est	18%	2018	587,810	Est	17%	2022-2023	369,053	GCNF 2024	14%
Serbie	UM	2018	154,629	Est		2018	154,629	Est	60%	2018	154,629	Est	
Seychelles	H	2018	7,829	Est		2018	7,829	Est		2018	7,829	Est	
Sierra Leone	L	2018	836,000	Est	61%	2020-2021	485,674	GCNF 2021	28%	2022-2023	654,961	GCNF 2024	32%
Singapour	H	2018	198,433	Est		2018	198,433	Est		2018	198,433	Est	
Sint Maarten (partie néerlandaise)	H												
Slovaquie	H	2018	190,631	Est		2020-2021	631,493	GCNF 2021	100%	2022-2023	775,045	GCNF 2024	100%*
Slovénie	H	2018	104,858	Est		2020-2021	167,228	GCNF 2021	100%	2022-2023	178,205	GCNF 2024	100%*
Îles Salomon	LM												
Somalie	L	2019	164,708	WFP ACR		2020-2021	170,796	GCNF 2021		2023	197,000	WFP Est	42%
Afrique du Sud	UM	2018	9,200,000	Est	80%	2020	9,613,630	GCNF 2021	87%	2022-2023	9,322,860	GCNF 2024	78%*
Soudan du Sud	L	2019	460,413	WFP ACR	36%	2020	338,243	GCNF 2021	26%	2022	583,584	GCNF 2024	34%*
Espagne	H	2016	1,759,394	OS	28%	2020-2021	1,769,394	GCNF 2021	28%	2022-2023	1,985,686	GCNF 2024	35%*
Sri Lanka	LM	2018	1,467,465	GCNF 2019	84%	2020	1,067,243	GCNF 2021	62%	2022	1,077,911	GCNF 2024	66%
État de Palestine	LM	2014	65,000	SSSN	13%	2014	65,000	SSSN	13%	2014	65,000	SSSN	
Soudan	L	2019	1,361,789	Est	27%	2020-2021	1,890,277	GCNF 2021	39%	2020-2021	1,890,277	GCNF 2021	
Suriname	UM												
Suède	H	2012	1,180,947	SOSF 2013	100%	2020-2021	2,177,882	GCNF 2021	100%	2022-2023	2,132,504	GCNF 2024	100%*
Suisse	H	2018	81,000	GCNF 2019	13%	2020-2021	83,544	GCNF 2021	13%	2022-2023	390,442	GCNF 2024	39%*

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
République arabe syrienne	L	2018	1,308,648	Est	63%	2020-2021	651,728	GCNF 2021	42%	2022-2023	706,792	GCNF 2024	33%
Tadjikistan	LM	2019	416,899	WFP ACR	54%	2020-2021	433,000	GCNF 2021	56%	2022-2023	657,721	GCNF 2024	56%
Thaïlande	UM	2019	4,081,643	GCNF 2019	82%	2020-2021	3,939,102	GCNF 2021	63%	2020-2021	3,939,102	GCNF 2021	
Timor-Leste	LM	2018	302,447	GCNF 2019	100%	2020	323,846	GCNF 2021	100%	2022	272,563	GCNF 2024	100%
Togo	L	2018	91,319	Est	6%	2020-2021	133,008	GCNF 2021	8%	2022-2023	218,567	GCNF 2024	11%
Tonga	UM	2018	9,844	Est		2018	9,844	Est		2018	9,844	Est	
Trinité-et-Tobago	H	2019	141,484	Est		2020-2021	25,524	GCNF 2021	17%	2022-2023	74,287	GCNF 2024	41%
Tunisie	LM	2018	360,000	GCNF 2019	22%	2020-2021	350,000	GCNF 2021	20%	2022-2023	390,000	GCNF 2024	22%
Turquie	UM	2013	6,182,368	SSSN	100%	2013	6,182,368	SSSN	100%	2013	6,182,368	SSSN	
Turkménistan	UM												
Îles Turques-et-Caïques	H												
Tuvalu	UM												
Ouganda	L	2018	3,651,225	GCNF 2019	34%	2020-2021	1,452,717	Est	11%	2022	1,216,700	GCNF 2024	
Ukraine	UM	2018	762,256	Est		2018	762,256	Est		2024	1,965,671	OS	68%*
Émirats arabes unis	H	2019	821,236	Est	85%	2020-2021	288,795	GCNF 2021	18%	2020-2021	288,795	GCNF 2021	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	H	2019	1,275,318	OS	17%	2019	1,275,318	OS	17%	2019	1,275,318	OS	
République-Unie de Tanzanie	LM	2017	28,000	AUSSF	0%	2017	28,000	AUSSF	0%	2022	6,883,911	GCNF 2024	53%

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
États-Unis d'Amérique	H	2018	30,000,000	GCNF 2019	100%	2020-2021	28,000,000	GCNF 2021	65%	2022-2023	30,100,000	GCNF 2024	74%*
Îles Vierges américaines	H												
Uruguay	H	2018	273,732	Est	66%	2021	208,176	GCNF 2021	69%	2024	201,415	OS	
Ouzbékistan	LM	2018	1,129,906	Est		2018	1,129,906	Est		2022-2023	289,219	GCNF 2024	11%
Vanuatu	LM												
Venezuela (République bolivarienne du)	NA	2018	1,904,346	Est		2018	1,904,346	Est		2018	1,904,346	Est	
Vietnam	LM												
Yémen	L	2019	680,000	WFP ACR	17%	2019	680,000	WFP ACR	17%	2022-2023	1,864,000	GCNF 2024	
Zambie	LM	2018	1,193,996	Est	31%	2020	2,075,631	GCNF 2021	57%	2022	2,361,020	GCNF 2024	
Zimbabwe	LM	2018	3,218,924	GCNF 2019	100%	2020	2,489,909	GCNF 2021	64%	2022	1,413,095	GCNF 2024	48%

* Estimations de la couverture calculées à partir des chiffres d'inscription de l'année précédente, en raison de l'indisponibilité des données pour la même période de référence que le nombre déclaré d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire.

** L'estimation pour l'Algérie ne reflète que le programme soutenu par le PAM dans les camps de réfugiés.